



L'ESSOR DE L'IDENTITÉ TAÏWANAISE CONTEMPORAINE

SIMON HERBIN · ALEXIA LAFFRAY
MORGANE LEBARBÉ · SAMUEL HAUTECOEUR



2023

SOUS LA DIRECTION DU DOCTEUR ROMAIN PETIT
ENSEIGNANT, CHERCHEUR ASSOCIÉ IMSGA

Remerciements

Nous tenons à remercier notre enseignant et encadrant, M. Romain Petit, pour son accompagnement et ses conseils. Nous sommes reconnaissants de l'attention portée à notre projet. Le cours dispensé a profité à la maturation de notre réflexion et par conséquent à la construction de notre mémoire.

Sommaire

Remerciements	2
Sommaire	3
Table des illustrations	5
Liste des abréviations	6
Introduction	7
I- La naissance d'une démocratie taïwanaise	8
I.1. Une origine multiculturelle	8
I.1.a. Population aborigène et colonialisme européen	8
I.1.b. La Dynastie Qing, premier contact avec la Chine	9
I.1.c. L'influence de l'empire colonial japonais	9
I.2 Une ère de Terreur	11
I.2.a. Origines de la République de Chine	11
I.2.b. Dictature de Tchang Kaï-chek	13
I.2.c. Vers un assouplissement progressif	14
I.3. L'émergence d'une nouvelle démocratie	15
I.3.a. Affirmation de la démocratisation et ouverture internationale	15
I.3.b. Arrivée au pouvoir du parti Minjindang	16
I.3.c. Le régime démocratique en place	17
II- Une construction de l'identité à l'ombre des enjeux internationaux	19
II.1. L'emprise de la République Populaire de Chine	19
II.1.a. Le Statu Quo : un équilibre fragile	19
II.1.b. Hong Kong : la promesse trahie de la Chine	20
II.1.c. Une reconnaissance internationale timide sous le regard chinois	22
II. 2. Les Etats-Unis : un allié tant bénéfique qu'intéressé	25
II.2. a. La rivalité Chine/États-Unis	25
II.2. b. Une puissance de dissuasion	26
II.2. c. Des motivations à interroger	28
II.3. La volonté de rayonner par soi-même (soft power entre autres..)	31
II.3.a. Un acteur industriel et technologique mondial	31
II.3.b. Briller par sa démocratie	32
II.3.c. Faire vivre et rayonner sa culture	33
III - Un avenir lourdement menacé	35
III.1. Obstination de la réunification : Entre tensions militaires et tentation politique	35
III.1.a. La mise en échec du principe d'une seule Chine	35
III.1.b. Le hard power chinois à la reconquête de Taïwan	37
III.1.c. Le danger d'un objectif trop ambitieux pour la RPC	39

III.2. L'avenir de la diplomatie internationale	40
III.2.a. La réaffirmation du soutien des États-Unis	40
III.2.b. Europe : un positionnement en réflexion	41
III.2.c. L'émergence de nouveaux alliés	41
III.3. Défendre l'identité taiwanaise	42
III.3.a. La défense taiwanaise dans l'écho ukrainien	42
III.3.b. Un avenir porté par sa jeunesse	43
III.3.c. Un engagement politique sur tous les fronts	46
Conclusion	48
Bibliographie	48
Ouvrages	48
Articles en ligne	49
Analyses et recherches stratégiques	51
Rapports et documents d'État	51
Documentaires et reportages	52
Encyclopédies en ligne	52
Bases de données	52

Table des illustrations

- Figure 1 Herodote.net, *Répartition du territoire chinois entre 1934 et 1935*
- Figure 2 Herodote.net, *Répartition du territoire chinois entre 1945 et 1949*
- Figure 3 Aghg.wordpress.com, *Les passages entre Océan Indien et Océan Pacifique*, 2010
- Figure 4 lesmotsdetaiwan.com, Jean-Paul Burdy, *Les 13 Etats qui reconnaissent Taïwan au 1er avril 2023*, 2023
- Figure 5 statista.com, *Avis des taïwanais sur l'avenir de leur pays*, 2022
- Figure 6 Drapeau de Taïwan lors de représentation sportive olympique
- Figure 7 esc.nccu.edu.tw, Election Study Center, National Chengchi University, *Taiwanese / Chinese Identity(1992/06~2022/12)*, 2022
- Figure 8 statista.com, *Vous considérez-vous Taïwanais, Chinois ou les deux ?*, 30 novembre 2019

Liste des abréviations

APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation, en français Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique
HK	Hong Kong, région administrative spéciale de la République Populaire de Chine
KMT	Kuomintang, ou Guomindang ou encore Parti Nationaliste Chinois, ancien parti unique sous l'ère de la dictature en République de Chine
ONU	Organisation des Nations Unies
PCC	Parti Communiste Chinois, parti unique de la République Populaire de Chine
PDP	Democratic Progressive Party (Parti Démocratique Progressif), autrement appelé Minjindang
PIB	Produit Intérieur Brut, indicateur de richesse
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat, méthode de comparaison de revenus ou de PIB prenant en compte le pouvoir d'achat et non seulement le taux de change
QUAD	Quadrilateral Security Dialogue, en français Dialogue Quadrilatéral pour la Sécurité
RoC	Republic of China (République de Chine), usuellement Taïwan
RPC	République Populaire de Chine, ou usuellement Chine
T.K-c	Tchang Kaï-chek, chef militaire de la République de Chine entre 1950 et 1975
ZEE	Zone Économique Exclusive, espace maritime sur lequel un État côtier exerce des droits souverains et économiques

Introduction

Début avril, la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen s'est déplacée aux États-Unis pour s'entretenir avec le président de la Chambre des Représentants. Cette rencontre a suscité un émoi de la part de la République Populaire de Chine (RPC), qui a répondu en lançant 3 jours d'exercice militaire autour de Taiwan.

Mais quelle est réellement la situation Taïwanaise face à ces deux pays? Pourquoi ce déplacement aux États-Unis a tant fait parler en Chine continentale? Si Taiwan est un pays indépendant, comment se fait-il que depuis plus d'un an un climat de tensions permanent règne dans le Sud-Est asiatique? Ce pays, qui à nous occidentaux est décrit dans les médias comme étant indépendant du continent, possède-t-il réellement une identité propre dissociable de la RPC? Et si oui, quels sont les enjeux derrière cette identité?

Pour comprendre réellement la complexité du sujet de l'identité taïwanaise, formulons la problématique suivante: Comment faire vivre l'identité de Taiwan, en proie aux jeux d'influence mondiale? Afin de pouvoir répondre à cette question de la façon la plus complète possible nous devons nous intéresser à divers aspects.

Nous nous pencherons, pour commencer, sur la naissance de la démocratie Taïwanaise qui retrouve ses racines en Chine continentale, sur les origines de ce pays, de ce peuple et sur les différents tournants historiques qui ont marqué l'histoire de l'île jusqu'au développement de sa démocratie.

Après avoir compris les origines de ce pays et son histoire, nous pourrons mieux comprendre la construction et le développement de son identité. En contrastant les différents acteurs d'influence sur le pays que sont la Chine et les États-Unis, nous pourrons voir en quoi l'identité taïwanaise se base sur un modèle qui lui est propre.

Dernier point de notre étude, comment se construira l'avenir d'une nation qui semble bloquée entre les deux plus grandes puissances mondiales? Quels dangers planent sur la nation, quel sera l'avenir de sa diplomatie et de l'identité taïwanaise? Peut-on faire un parallèle entre la situation de Taiwan et le déroulement du conflit entre la Russie et l'Ukraine?

I- La naissance d'une démocratie taïwanaise

Dans quelle mesure le contexte historique explique-t-il la crise identitaire que traverse Taïwan ?

I.1. Une origine multiculturelle

L'ambition de la Chine dans la réunification avec Taïwan se heurte à un problème majeur, Taïwan n'a jamais fait partie de la République Populaire de Chine. C'est un détail qui est aujourd'hui pointé du doigt par de nombreux médias et influenceurs taïwanais afin de faire entendre leur légitimité historique à refuser une unification avec le continent. Effectivement, bien qu'il ait par le passé été colonisé par la dynastie Qing, puis occupé par les Japonais en 1895, le peuple taïwanais était avant toute colonisation, constitué d'une population d'Austronésiens.

I.1.a. Population aborigène et colonialisme européen

Aujourd'hui la population austronésienne ne représente plus que 2% de la population taïwanaise. Cette population majoritaire à Formose (autre nom de l'île taïwanaise, issu de la colonisation portugaise,) avant le XVII^e siècle était organisée en différents clans rivaux.

Du XIII^e au XVI^e siècles, seuls des contacts commerciaux avec des Chinois originaires de la région de Fujian et avec les seigneurs Japonais existaient, mais le nombre de marchands chinois ou japonais installés sur l'île se limitait à quelques milliers de personnes.

Ce n'est qu'à la fin du XVI^e siècle que les Hollandais débarquent à Taiwan après avoir échoué à s'implanter en Chine. La compagnie des Indes orientales s'installe à Taïwan avec l'objectif de taxer le commerce Japonais. En réponse, les seigneurs japonais incitèrent les austronésiens à multiplier les attaques contre les hollandais. Finalement, le Japon fermera ses portes (sakoku-rei) avec l'édit de 1635 sous le shogun Tokugawa qui interdit toute entrée ou sortie du territoire sous peine de mort. Les Hollandais ont donc la liberté de coloniser Taïwan et s'y installent jusqu'en 1661. Il faudra attendre jusqu'en 1662 pour que Zheng Chenggong (Koxinga) qui est en guerre avec la conquête des mandchous de la Dynastie Qing instaure sa

propre Dynastie à Taïwan. Cette conquête marque le premier contact avec la Chine dans l'histoire de Formose.¹

I.1.b. La Dynastie Qing, premier contact avec la Chine

Lors de son arrivée à Taïwan, Koxinga découvre une île influencée par le commerce hollandais et a pour ambition de développer l'île en important, sous sécurité hollandaise, des colons chinois. La culture de riz et de sucre de canne y sont notamment développées et des régimes avantageux sont attribués aux chinois ayant fait le choix de venir s'installer à Taïwan. La population chinoise sur l'île commence à augmenter et atteint une centaine de milliers d'habitants en 1683.

Le 16 juillet 1683 la bataille de Penghu oppose la dynastie Qing à Koxinga. Après la victoire des Qing, Taïwan a pour la première fois un dirigeant commun avec la Chine mais l'île n'a que peu d'importance aux yeux des Qing, car considérée comme trop éloignée du continent et n'obtient le statut de province qu'en 1887. Après la défaite contre le Japon, Taïwan est facilement cédée aux Japonais. Par la suite, Tchang Kaï-chek et même Mao Zedong n'attachent que peu d'intérêt à Taïwan, l'île ne figurant pas dans la liste des territoires que la Japon doit rendre à la Chine. Taïwan est en fait considéré comme un colonie Japonaise au même titre que la Corée jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.²

I.1.c. L'influence de l'empire colonial japonais

Après la ratification du traité de Shimonoseki le 17 avril 1895, qui prévoit la neutralisation et l'indépendance de la Corée et la fin du système tributaire qui liait la Chine à l'empire du Japon, le Japon se place au même niveau que les grandes puissances occidentales qui avaient signé les traités inégaux³ avec l'empire Qing quelques décennies plus tôt.

De plus, ce traité permet l'obtention d'une nouvelle colonie au Japon : l'île de Taïwan. L'obtention de nouvelles colonies permet aux Japonais d'étendre leurs zones d'influence et dans le prolongement des îles Ryukyu avec Taïwan, de contrôler une partie de la mer de Chine. Ces îles sont aujourd'hui réclamées par la Chine, notamment pour leurs ZEEs qui contiennent des champs d'hydrocarbures.

¹ Niquet Valérie, *Taiwan face à la Chine « Taiwan est-t-il chinois ? »*, Tallandier, 2022.

² Niquet Valérie, *La puissance chinoise en 100 questions*, Tallandier, 2021.

³ Lacroix Xavier, *Traités inégaux avec la Chine*, EHNE.

Le transfert de propriétés de Taïwan de la Chine vers le Japon prend quelques mois et, de mai à août 1895, un régime indépendant est autoproclamé par les Taïwanais. Celui-ci se met en place sur l'île et sera, même étant de très courte durée, le premier régime républicain à avoir vu le jour en Asie (il sera ensuite écrasé à l'arrivée des forces nipponnes).

Un des objectifs du Japon est d'obtenir de Taïwan des forces armées d'une population en bonne santé. Afin d'atteindre cet objectif, des centres de santé sont mis en place dans chaque village de l'île, ce qui a une forte répercussion sur l'espérance de vie taïwanaise et entraîne une forte augmentation de la population, passant de 2,5 millions fin XIX^e siècle à 6 millions en 1940.

L'économie de l'île est, pendant la colonisation japonaise, majoritairement agricole avec notamment avec la culture de la canne à sucre. Le développement industriel et la modernisation du Japon vont aussi impacter le développement de Taïwan avec la construction d'infrastructures, un système de voies routières qui permet de désenclaver les territoires et un système de chemins de fer qui permet de relier le Nord et le Sud de l'île. À titre de comparaison, le réseau ferré de la Chine est de 15 000 km et celui de Taïwan de 5000 km, alors que la RPC est 265 fois plus grande que l'île. De plus, la production d'électricité de l'île est la même qu'en Chine, malgré la petite surface du territoire.

Le Japon, dans son ambition de grande puissance, veut faire de Taïwan une « colonie modèle » en se différenciant des modèles coloniaux occidentaux. Des mesures ont été prises afin de faciliter l'intégration des Taïwanais dans l'empire nippon, les mariages mixtes sont autorisés et une politique d'assimilation est mise en place en 1919, axée sur l'éducation avec l'apprentissage du japonais et un système hiérarchisé d'écoles, accessibles aux Taïwanais et aux peuples autochtones. Ainsi, le nombre d'élèves atteint 500 000 personnes chaque année dans 1000 écoles différentes et, en 1945, 70 % de la population parle ainsi japonais. Pour certaines élites taïwanaises, l'université impériale Taihoku était accessible et, par ailleurs, le premier président Taïwanais à avoir été élu au suffrage universel (Lee Teng-Hui) a été formé au Japon, ce qui l'a amené à déclarer lors d'une interview: « jusqu'à mes 20 ans je pensais que j'étais Japonais ». ⁴

Même si Tokyo a initialement imposé un contrôle assez strict, ont aussi été accordées aux taïwanais des avancées politiques, avec un conseil général mis en place en 1922 constitué de moitié par des Formosans et, en 1935, des assemblées représentatives mises en place au niveau local dont la moitié des membres sont élus au suffrage universel. ⁵

⁴ Niquet Valérie, *Taiwan face à la Chine « Taiwan est-t-il Chinois ? »*, Tallandier, 2022.

⁵ Shack David, *Civility and its Development : the experiences of China and Taiwan*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2018.

Taiwan représente donc pour l'Asie un modèle de modernité non occidentale, modèle qui a même été reconnu par Sun Yat-Sen, le premier président de la RPC. Un mouvement créé par des étudiants taiwanais se nommant « *Taiwan Culture Society* » a même invité Sun Yat-Sen pour parler de la « *nouvelle Chine* » (en s'inspirant de Taiwan).

Aujourd'hui, aux yeux des Taiwanais, le Japon a modernisé Taiwan matériellement et intellectuellement. En résulte que pour les Taiwanais nés avant 1945 qui ont fait leurs études au Japon, ceux-ci parlent mieux Japonais que Chinois, ce qui est pointé du doigt par Pékin. De plus, 25 000 Taiwanais sont morts pendant la seconde guerre mondiale aux côtés des soldats japonais aujourd'hui inscrits au sanctuaire de Yasukuni.

Le colonisation Japonaise n'a évidemment pas apporté que de bonnes choses puisque plusieurs milliers de personnes ont été massacrées lors de révoltes notamment en 1911 où 2000 personnes furent exécutées. Néanmoins elle a été moins violente que lors du retour de Taiwan à la République de Chine.⁶

I.2 Une ère de Terreur

I.2.a. Origines de la République de Chine

En 1911, en Chine continentale, une révolution éclate : « la révolution Xinhai » dont le but était de renverser la dynastie Qing qui était au pouvoir depuis plus de deux siècles et demi. Cette révolution entraînera, par la suite, la création de la République de Chine.

Durant la fin du XIX^{ème} siècle, plusieurs mouvements nationalistes surgissent en Chine Impériale, des mouvements anti-impérialistes et promouvant la démocratie. Les deux principaux mouvements sont le Xingzhonghui, fondé par Sun Yat-sen en 1894 et le Huaxinghui, fondé par Huang Xing et Zhang Shizhao, en 1904. En été 1905, une alliance est alors formée pour unifier les deux mouvements sous le nom de Tongmenghui, présidée par Sun Yat-Sen.

Malgré plusieurs tentatives d'insurrections entre 1895 et 1911, l'Alliance et les divers mouvements nationalistes ne parviennent pas à mettre fin au régime en place. C'est alors qu'en été 1911 des émeutes populaires éclatent dans diverses régions de Chine, suite à un mécontentement de la population face au gouvernement en place. Toutefois, ce n'est que le 10 octobre 1911 à Wuchang, un district de Wuhan, que des partisans lancent l'étincelle de la révolution. Des militaires de la province de Hubei s'insurgent et déclenchent un soulèvement

⁶ Ping-Hui Liao, David Der-wei Wang (dir.), *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895-1945*, New York, Columbia University Press, 2006.

armé. Suite à une réaction du gouvernement impérial qui tarde, la ville tombe dès le lendemain aux mains des insurgés qui proclament la sécession de la province⁷.

Durant les semaines qui suivront, d'autres provinces de Chine mèneront, tour à tour, des mouvements d'insurrection qui aboutiront, le 11 décembre 1911, à la création d'un nouvel état provisoire démocratique. Le 25 décembre, Sun Yat-Sen est élu président de ce nouveau gouvernement qu'il proclamera, au 1^{er} Janvier 1912, la République de Chine (RoC). Suite aux défaites qui s'accumulent, l'empereur Puyi Qing et son gouvernement, qui contrôlaient jusqu'alors le Nord du pays, abdiquent au 12 février 1912 sous condition que le nouveau président de la République de Chine soit Yuan Shikai, succédant à Sun Yat-Sen.

Le 25 août 1912, le Tongmenghui et différents groupes nationalistes se dissolvent afin de fonder un parti politique : le Kuomintang. Cet évènement majeur signe la transition de l'empire à une nouvelle République.

Mais les débuts prometteurs de la jeune République s'achèvent vite lorsque le favori pour le poste de premier ministre, partisan du Kuomintang, se fait assassiner; assassinat dont Yuan Shikai est supposé responsable. Yuan Shikai parviendra ensuite, en 1915, à établir sa propre dictature militaire et restaurer l'empire chinois dont il se proclame empereur.

Toutefois, des généraux républicains du Sud de la Chine se soulèvent et contraignent Yuan Shikai à démissionner. Malgré une tentative de Sun Yat-Sen de réunifier le pays, l'échec de la République de Chine se dessine et éclate alors une période de conflits internes dans le pays. Différents « Seigneurs de Guerre » mènent leur combat pour tenter de prendre le pouvoir, tandis que la République de Chine établit un gouvernement militaire à Canton.

En 1926, le nouveau président de la République de Chine Tchang Kai-chek devient le dirigeant du Kuomintang et soumettra les seigneurs de guerre en rétablissant la souveraineté sur la majorité du territoire, notamment grâce à une alliance avec le Parti Communiste Chinois (PCC). Mais cette souveraineté ne sera qu'éphémère puisqu'en 1927 la guerre civile éclate opposant le PCC et le Kuomintang, guerre qui aboutira en 1949 à la proclamation par Mao Zedong de la République Populaire de Chine et à l'exode de Tchang Kai-chek et ses partisans sur l'île de Taïwan (cf. Fig.1 et Fig. 2 ci-dessous).

⁷ Anonyme, *La révolution de 1911, consécration de Sun Yat-Sen*, Chine Magazine, 21 Fév. 2018, consulté le 24 Avril 2023



Fig. 1 - Répartition du territoire chinois entre 1934 et 1935

© Herodote.net

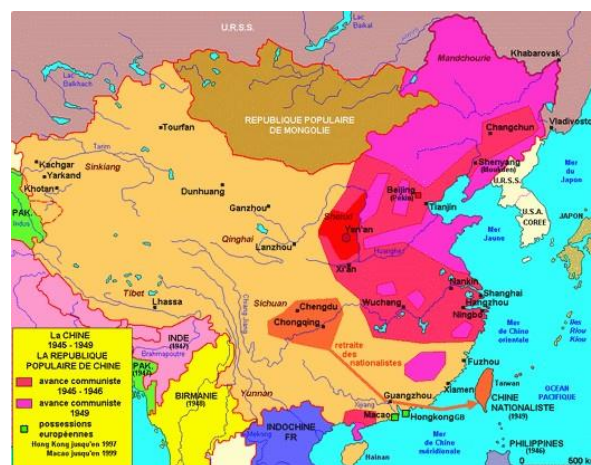


Fig. 2 - Répartition du territoire entre chinois entre 1945 et 1949

© Herodote.net

I.2.b. Dictature de Tchang Kai-chek

Lorsqu'en 1945 le Japon cède le territoire taïwanais à la Chine, une partie des forces armées de la République de Chine s'installe sur le territoire et, en 1949, après la défaite de la RoC face à la République Populaire de Chine, Tchang Kai-chek et 2 millions de chinois les rejoignent.

La dictature instauré vient rompre brutalement avec le modèle japonais, ce qui ne plaît évidemment pas au taïwanais, plusieurs manifestations contre cette dictature militaire auront lieu mais les répressions seront sans précédent.

Le 28 février 1947⁸ se déroule un premier élément révélateur de la politique menée par le Kuomintang dirigé par T.K-c. . L'incident 228, soulèvement de la population taïwanaise déjà présente sur l'île avant les migrations de nombreux chinois, face au nouveau régime instauré par Tchang Kai-chek, entraînera entre 10 000 et 30 000 morts selon les estimations. Cet évènement est marqueur du début de la terreur blanche qui durera jusqu'en 1987 et causera l'emprisonnement d'environ 140 000 personnes ainsi que l'exécution de 3000 à 4000 individus pour des raisons d'opposition au régime en place.

Concrètement, cette période de terreur se traduit aussi par la mise en place d'une loi martiale la même année que l'arrivée du président du Kuomintang sur l'île en 1949 et en vigueur jusqu'en juillet 1987. La loi martiale en vigueur, c'est-à-dire un état juridique

⁸ Kerr George H., 1997, *Formosa Betrayed*. Electronic Version, p.254-270 (1ère édition: 1965, *Formosa Betrayed*, Boston: Houghton Mifflin)

d'exception dans lequel l'armée assure le maintien de l'ordre à la place de la police, s'étendra jusqu'après la mort de T.K-C. qui mourut en 1975.

Durant la période de sa gouvernance de la République de Chine qui s'apparente donc à une dictature plus qu'à une république (pas de parti d'opposition, pas de liberté d'expression, entre autres), la volonté de reconquête de la Chine continentale était vue comme un objectif à atteindre, le retrait sur l'île, dont la capitale était Taipei, n'étant que prévu de durer provisoirement.

Les États-Unis soutiendront la République de Chine afin de tenter de remporter la guerre idéologique face à la Chine communiste et dû au conflit entre la Corée du Sud et la Corée du Nord⁹. Pour cela, un soutien financier, militaire et matériel permettra une révolution agraire et industrielle sur l'île asiatique, ainsi que la défense de l'île en cas d'offensive de la RPC. Figure phare de la relation RoC-EU, le président Eisenhower effectuera notamment un déplacement à Taiwan en 1960 et les troupes américaines resteront sur l'île jusqu'en 1979 lorsque les relations entre la RPC et les EU se seront améliorées, après que les États-Unis cessent de reconnaître la RoC comme gouvernement légitime de la Chine en 1978.

Sous le mandat de Tchang Kai-chek, Taïwan a également connu une croissance économique fulgurante, en devenant l'un des quatre « petits dragons » (aux côtés de Singapour, la Corée du Sud et Hong Kong). Cette croissance économique se traduira aussi par une croissance du niveau d'éducation dans le pays qui se développe à un rythme effréné.

I.2.c. Vers un assouplissement progressif

À la mort de Tchang Kai-chek en 1975, la richesse économique par habitant est 5 fois plus élevée que celle en RPC, la RoC a perdu sa place au Conseil de l'ONU en 1971 pour la céder à la RPC et la reconquête n'a pas eu lieu.

De 1975 à 1978, Yen Chia-Kan¹⁰, décrit en 1966 par The Asia Magazine comme un « brillant économiste et financier responsable de la croissance rapide de Taïwan de ces dernières années », et vice-président de Tchang Kai-chek, occupera le rôle de président de la République. Son court mandat ne se traduira pas par des changements politiques importants mais il continuera à développer l'économie, notamment avec une forte croissance du PIB de 13% par an entre 1975 et 1976.

En 1978, Yen Chia-kan cède le pouvoir à Chiang Ching-kuo, fils de Tchang Kai-chek qui met en place de nombreux changements politiques. Il met en place les Ten Major Construction Projects en 1974 (alors premier ministre de Taïwan) qui sont des projets de développement du pays avec la construction de structures de transport comprenant une

⁹ Tiezzi Shannon, *How Eisenhower Saved Taiwan*, The Diplomat, 29 Juillet 2015, consulté le 27 Avril 2023

¹⁰ Luc, *Yen Chia-Kan : Le président oublié*, Inside Taiwan, 31 décembre 2022, consulté le 27 Avril 2023

autoroute, des ports, un aéroport et une ligne de train ; des projets de développement industriel comme une raffinerie et une aciérie ; et un projet de production énergétique : une centrale nucléaire.

Il développe aussi les droits du travail dans le pays avec des réformes concernant le travail infantile, le droit au travail pour les femmes, les congés payés, etc. Ancien responsable de l'assassinat de nombreux opposants politiques sous le régime de son père, Chiang Ching-kuo devient ainsi une figure de proue de la démocratisation de la République de Chine. Progressivement, et ce jusqu'à sa mort en 1988, il va bousculer le régime autoritaire jusque là en place afin de le transformer en une nouvelle sorte de démocratie. Entre autres, il développe la liberté d'expression et autorise la création de médias indépendants, autorise ensuite la fondation d'autres partis politiques, et finit par abolir la loi martiale en 1987.

Graduellement, non pas sans exiler certains de ses plus grands opposants aussi bien du parti démocratique que du Kuomintang, il fait la transition entre la dictature instaurée par son père et se rapproche d'un régime démocratique.

En 1988, son successeur Lee Teng-hui¹¹ continuera à mener cette politique de démocratisation et mettra en place, en 1996, les premières élections présidentielles au suffrage universel direct.

I.3. L'émergence d'une nouvelle démocratie

I.3.a. Affirmation de la démocratisation et ouverture internationale

C'est donc sous le parti dictatorial lui-même, le Kuomintang, que Taïwan bascule doucement vers un régime démocratique. Ce revirement n'est pas sans intérêt stratégique. En effet, la perte de son siège à l'ONU inscrit une réalisation pour la République de Chine : le pari d'une reconquête de la Chine continentale n'est plus envisageable. La politique à venir vise donc à pérenniser Taïwan pour faire vivre le régime indépendamment de la République Populaire de Chine. C'est dans cette optique que Taïwan cherche à construire une nouvelle image auprès de la communauté internationale.

Ainsi, sous la présidence de Chiang Ching-kuo se profile la transition vers un modèle démocratique libéral. Toutefois, ce changement s'opère non sans l'encouragement des Etats-Unis et la pression de l'opposition. Certains événements viennent tout de même entacher le chemin entrepris par Taïwan. En 1984, le journaliste Taïwanais Henry Liu, connu pour ses prises de position critiques du KMT et sa biographie non autorisée du président Chiang Ching-kuo, est assassiné aux Etats-Unis par le United Bamboo Gang, une organisation criminelle

¹¹ Note: Lee Teng-hui est le premier président taïwanais né sur l'île

affiliée au parti KMT. Sous la pression américaine, les responsables seront finalement jugés et l'incident participera à renforcer la politique de liberté d'expression à Taïwan.

Le climat de révolution dans les pays voisins inspire d'autant plus les Taïwanais. En 1986 aux Philippines, les soulèvements populaires viennent à bout du régime autoritaire de Ferdinand Marcos. Un an plus tard, en Corée du Sud, des mouvements de protestation revendiquent des réformes démocratiques, qui donneront naissance à la Sixième République. Parallèlement, tout le long des années 80, après la mort de Mao, un courant d'émancipation des pensées traverse la République Populaire de Chine, avant d'être brutalement réprimé en 1989. Dans ce vent de liberté, la jeunesse Taïwanaise s'intellectualise et s'ouvre au monde avec la fin des restrictions sur les voyages à l'étrangers.¹²

C'est en mars 1986 que Chiang Ching-kuo annonce officiellement la démocratisation des institutions. En septembre de la même année, le premier parti d'opposition est créé : le Parti Démocratique Progressiste (PDP). La levée de la loi martiale est finalement adoptée en octobre. Elle devient effective au mois de juillet 1987 et marque le début d'une nouvelle ère démocratique. Lee Teng-Hui succède alors au pouvoir en remportant largement la première élection au suffrage universel direct organisée à Taïwan en 1988. Malgré l'ouverture à l'opposition, le Kuomintang, ancien parti-unique, reste aux commandes du pays jusqu'en 2000 et demeure la première force politique au parlement jusqu'en 2016.

I.3.b. Arrivée au pouvoir du parti Minjindang

C'est seulement en l'an 2000 que le PDP, représenté par Chen Shui-bian, accède au pouvoir. C'est une première historique pour la République de Chine qui n'a jamais connu que la politique du KMT. Durant son mandat, le nouveau président entend consolider l'identité taïwanaise et se montre partisan de l'indépendance taïwanaise vis-à-vis de la Chine Populaire.

Cependant, cette arrivée au pouvoir n'est pas sans rebondissements. En 2004, Chen Shui-bian est victime d'une tentative d'assassinat, juste avant d'être réélu président de peu, avec 50,11% des voix. Le Kuomintang décrit l'incident comme une mascarade, orchestrée pour avoir la sympathie des électeurs, sans pour autant prouver ses propos. De plus, la mobilisation de l'armée suite à la tentative d'attentat empêche certains militaires, qui constituent majoritairement un électorat du KMT, de voter. En 2006, une affaire de corruption au gouvernement éclate. Le président-même du PDP, Shih Ming-te, demande la démission du président Chen Shui-bian. Bénéficiant d'un statut d'immunité, ce dernier finira son mandat jusqu'en 2008, puis sera finalement jugé et condamné pour corruption, détournement de fonds et blanchiment d'argent. Alors que l'image du parti démocratique progressiste sort largement entachée de ce scandale, le Kuomintang revient au pouvoir avec Ma Ying-jeou.

¹² Universalis, *TAÏWAN [T'AI-WAN]* - Les prémices de la démocratisation, Encyclopædia Universalis.

Bien que décrivant Taïwan comme un « Etat souverain », Ma Ying-jeou mène une politique de rapprochement avec la Chine continentale : il multiplie les vols directs entre Taïwan et la Chine, encourage le tourisme des Chinois sur l'île et incite les industries taïwanaises à s'implanter sur le continent. Il prône un Statu Quo, c'est-à-dire qu'il ne clame pas l'indépendance mais refuse toutefois l'unification désirée par la Chine.

Parallèlement, la présidente du PDP Tsai Ing-wen prépare sa campagne aux élections de 2012. Cependant, sa position indépendantiste affirmée effraie et ne séduit pas tous les Taïwanais. Face à Ma Ying-jeou, elle réunit seulement 45,6 % des voix, profitant à la réélection du représentant du KMT. En 2016, Tsai Ing-wen présente à nouveau sa candidature aux présidentielles. Depuis son dernier échec, elle modère son discours : toujours favorable à l'indépendance, elle intègre une dimension de dialogue avec la Chine continentale dans ses propos. Elle défend par ailleurs une politique environnementale en promouvant les énergies renouvelables et propose des mesures sociales visant à réduire le chômage, pousser l'entrepreneuriat chez les jeunes, réformer les retraites et améliorer le système de soin. Enfin, elle affiche sa volonté de légaliser le mariage homosexuel. Avec 56,12% des voix, la candidate du PDP remporte cette fois les élections.

Elle est réélue pour quatre années supplémentaires en 2020. Deux mandats consécutifs, c'est une première pour le PDP et une preuve de l'attachement de la population à une identité propre, une identité démocratique unique, loin d'une possible réunification avec le continent.

I.3.c. Le régime démocratique en place

Du fait de son histoire, Taïwan occupe un statut politique très particulier. De son nom officiel République de Chine, l'État insulaire est généralement perçu comme souverain par constat de son indépendance administrative, politique, diplomatique, économique et militaire. Néanmoins, l'île constitue un territoire revendiqué par la République Populaire de Chine comme sa 23^{ème} province. Taïwan même ne réclame pas officiellement son indépendance, craignant les représailles de la Chine, forte de son Hard Power politique, économique et militaire. Nous y reviendrons plus précisément ultérieurement. De fait, aujourd'hui le statut de Taïwan est l'objet d'un flou diplomatique. Ni indépendante, ni réunifiée à la Chine, la situation de l'île est alors qualifiée de Statu Quo. Cela étant dit, Taïwan se dote tout de même d'un système politique indépendant de la Chine continentale. Depuis les années 80 s'y est développé le plus démocratique de tous les régimes d'Asie.

La République de Chine se définit comme une république unitaire à régime semi-présidentiel. Les élections présidentielles sont organisées tous les quatre ans et déterminées au suffrage direct. Le pouvoir législatif est détenu par le Yuan législatif, équivalent du Parlement. C'est une assemblée monocamérale composée de 113 sièges élus pour un

mandat de quatre ans selon un système mixte. Quatre partis politiques sont principalement représentés, dont deux que nous avons déjà cités qui dominent irrévocablement le paysage politique : le KMT et le PDP. On parle de régime bipartite.

Le Kuomintang, parfois appelé Guomintang ou Parti Nationaliste Chinois, est vieux de plus d'un siècle. Anciennement parti unique de la dictature, le KMT représente aujourd'hui une vision conservatrice et nationaliste de la RoC, favorisant une politique conciliante avec Pékin. Quant au statut de Taïwan, le parti soutient le principe des « "Three Nots": not unification, not independence, and not military confrontation »¹³; autrement dit : ni réunification, ni indépendance, ni confrontation militaire. Avec le petit parti Qin Mindang, Parti du peuple en premier, le KMT forme la coalition bleue, entretenant une optique de rapprochement avec la Chine Populaire.

Le Minjindang ou Parti Démocrate Progressiste est par essence le parti de la toute première opposition au Kuomintang, à l'aube de la démocratisation. Le parti s'impose comme symbole indépendantiste et prône une identité taïwanaise séparatiste. Ce discours tend à se nuancer selon les circonstances, notamment avec l'intensification des tensions avec la Chine. Le PDP forme une alliance avec l'Union pour la solidarité de Taïwan pour constituer la coalition verte, en opposition avec la coalition bleue.

Comme évoqué précédemment, l'actuelle présidente de Taïwan est Tsai Ing-wen, membre du Minjindang, exerçant au titre de son deuxième mandat qui prendra fin en 2024. A la tête du Parlement préside Yu Shyi-kun, également partisan du Parti Démocratique Progressiste. Le PDP, occupant 61 des 113 sièges, est également majoritaire au sein de l'assemblée. C'est une première pour le gouvernement taïwanais qui a toutes les clés en main pour mener à bien sa politique.

¹³ Britannica, T. Editors of Encyclopaedia (2023, May 17). *Nationalist Party*. *Encyclopedia Britannica*.

II- Une construction de l'identité à l'ombre des enjeux internationaux

Comment s'affirmer dans un contexte écrasant de rivalité entre deux superpuissances ?

II.1. L'emprise de la République Populaire de Chine

II.1.a. Le Statu Quo : un équilibre fragile

Le Statu Quo de Taïwan se manifeste comme une situation d'équilibre entre le désir d'individualité de Taïwan et la volonté de réunification de la Chine. Pourtant, les termes employés sont contestés par les habitants de l'archipel : il faudrait parler d'« unification » plutôt que de « réunification ». En effet, comme évoqué précédemment, la Chine communiste de Mao et la République de Chine de Tchang Kaï-chek se sont historiquement toujours disputées le contrôle de l'entièreté de la Chine, et ce même lorsque l'emprise du Kuomintang se trouvait réduite au territoire de Taïwan. Bien qu'abandonnant l'idée de reconquérir le territoire continental, les successeurs du dictateur de Taipei n'ont jamais cédé l'île aux adversaires communistes, ils y ont au contraire bâti un nouveau régime. En aucun cas la République Populaire de Chine n'a-t-elle donc jamais eu le contrôle de l'île. Ainsi, pour beaucoup de Taïwanais, les propos de la Chine sont mensongers et choisis pour conforter sa propre narration de l'histoire, justifiant ainsi ses revendications sur Taïwan.¹⁴

Malgré tout, Pékin reste fort de ses convictions et entend récupérer le contrôle de Taïwan avant le centième anniversaire de la République Populaire de Chine, qui se fêtera en 2049. Depuis les années 40, la RPC revendique le principe d'une seule Chine, selon lequel « Taïwan mais aussi Hong Kong, le Tibet, Macao et le Xinjiang font partie d'une Chine réunifiée »¹⁵. Forcée de constater le fossé existant entre les systèmes Taïwanais et Chinois, la RPC vient à proposer un compromis : la politique « un pays, deux systèmes ». En outre, pour prévenir toute manœuvre indépendantiste à Taïwan, la RPC vote en 2005 la loi anti-sécession qui permet d'institutionnaliser la politique de la Chine unique.

¹⁴ Müller, M. (Réalisateur). *Taïwan, la peur de l'invasion*. ARTE. 2022

¹⁵ Discours Guillaume, *La «Chine unique», un principe ancien et internationalement reconnu*, Le Figaro, 12 décembre 2016

II.1.b. Hong Kong : la promesse trahie de la Chine

La politique d'unification est d'abord pensée pour réviser le statut de Hong Kong (HK), ancienne souveraineté britannique rétrocédée à la Chine qui, bien qu'ayant une histoire bien différente, se retrouve dans la situation de Taïwan avec une économie libérale et un système politique démocratique incompatibles avec l'idéologie du Parti Communiste Chinois. Par ailleurs, Pékin peut aussi trouver un intérêt à laisser vivre ces économies qui représentent de grands acteurs commerciaux dans le monde.

En effet, Deng Xiaoping met initialement en place le modèle "un pays deux systèmes" pour rassurer les investisseurs taïwanais dans les années 1979. A cette époque, le pays n'est toutefois pas encore démocratisé et la Chine n'est pas encore une superpuissance. Ce système prévoit le maintien de l'économie et des avancées sociétales de l'île et même de certaines capacités militaires. La déclaration conjointe de 1985 avait pour objectif de résoudre le problème de large autonomie. Comme pour Taïwan, la Chine s'engageait à préserver le système judiciaire de Hong Kong, ainsi que toutes les libertés civiles et politiques, toutes ces libertés sont reprises dans la « loi fondamentale », une sorte de constitution à part pour Hong Kong.

Cependant, le compromis proposé par la Chine est craint comme étant un simple intermédiaire pour à terme reprendre la main sur Taïwan ou Hong Kong. Et pour cause, dès les années 2000 la Chine commence à modifier le statut juridique de HK avec la loi antisubventions ou encore l'éducation patriotique. Des mouvements de protestations surgissent et freinent tout de même les projets de la Chine. Avec l'arrivée de Xi Jinping en 2012, aucune libéralisation du système électoral ne s'observe et les attaques contre la liberté d'expression se multiplient, avec des disparitions de libraires par exemple.

En 2019 la RPC propose un projet de loi sur l'extradition des opposants politiques en Chine à Hong Kong, donnant lieu à des manifestations de grande ampleur et de violentes répressions. Les mouvements de contestation conduisent finalement au renoncement des autorités chinoises. Mais seulement un an plus tard, en 2020, la République Populaire de Chine met en place la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong, une nouvelle loi plus répressive que la première et qui sonne comme une punition à la désobéissance hongkongaise, privant la région de son indépendance juridique et rompant le principe de deux systèmes différents réunis sous un pays.¹⁶

Le texte de loi reste volontairement vague pour condamner facilement. Les sentences appliquées sont souvent disproportionnées et peuvent même porter atteinte aux droits de l'homme car aucun contrôle n'est effectué sur les organes de sécurité. Cette loi a donc un

¹⁶ Mesquida S., *Hong Kong : la dernière bataille*, ARTE, 2020

pouvoir dissuasif énorme. À titre d'exemple, des étudiants ont risqué la prison à vie pour une publication sur Facebook.

En ce qui concerne la finance, la bourse de Hong Kong est soumise aux restrictions économiques imposées par le gouvernement Chinois. On peut prendre l'exemple de l'entreprise de Jack Ma, créateur d'Alipay, une application utilisée par tous les chinois pour payer avec leur téléphone, épargner et même investir en bourse. L'avantage de cette entreprise est qu'elle est monopolistique, un investissement promet donc de hauts gains potentiels pour des risques faibles. Nombre d'investisseurs chinois et étrangers se sont alors précipités pour acheter des actions, quitte à s'endetter. L'IPO (initial public offering) de Ant group devait ouvrir la porte de planète finance à l'économie chinoise puisque l'introduction en bourse se faisait uniquement aux bourses de Shanghai et Hong Kong et non pas à Wall Street. Mais, craignant de perdre le contrôle de son système financier, Pékin décide d'annuler l'entrée en Bourse quelques jours avant l'IPO, et Jack Ma a disparu pendant plus d'un mois après sa convocation à Pékin. Il avait déclaré dans une interview en 2020 : « La Chine comme dans d'autres pays en voie de développement, ne dispose pas d'un système mature et rodé, le secteur financier est très jeune, il n'y a pas de risque financier systémique, car il n'y a pas de système financier. Au fond, la Chine est confrontée au risque d'absence de système financier ». La déclaration a ensuite été réprimandée par Pékin, car perçue comme une atteinte à la politique économique.

De l'autre côté du détroit, les Taïwanais ne peuvent qu'assister avec inquiétude à l'ensemble des répressions orchestrées par la Chine à Hong Kong. Depuis, le parti démocrate aux commandes de Taïwan s'oppose fermement à la formule "un pays deux systèmes". Le traitement réservé aux Hongkongais a soulevé une vague d'indignation et de méfiance au sein de la population de l'île qui ne croit plus aux promesses de la Chine. Pour autant, soucieux des représailles, Taïwan ne clame pas son indépendance devant l'écrasante puissance chinoise. C'est dans ce climat de tension, entre soif de liberté et prudence, que s'éternise le Statu Quo.

Cette situation rencontre d'ailleurs le consensus global des habitants de l'État insulaire. Un sondage mené par Election Study Center en juin 2022 sur la question de l'indépendance de Taïwan présentait les résultats suivants :

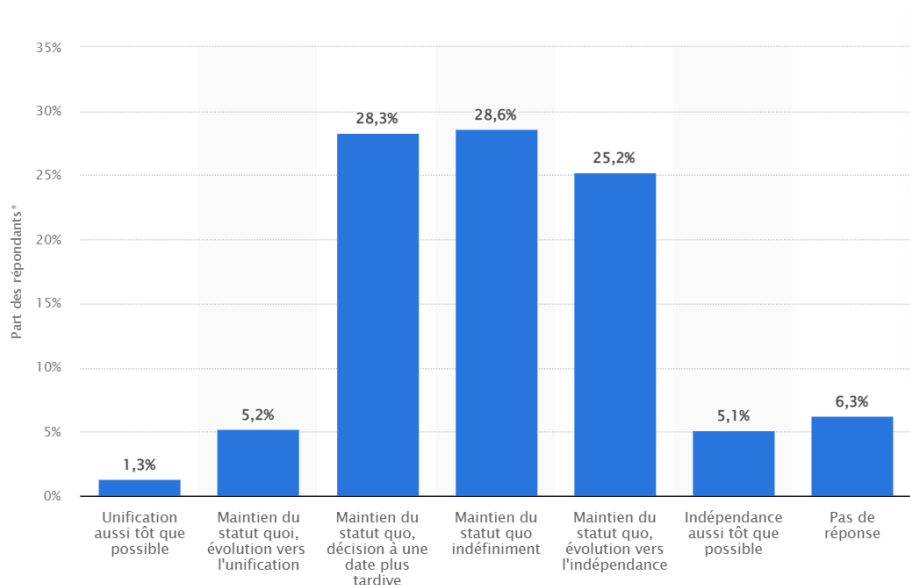


Fig. 3 - Avis des taïwanais sur l'avenir de leur pays 2022

© statista.com

On retient principalement de ce sondage une majorité (à plus de 90%) de Taïwanais favorable au maintien du Statu Quo de façon au moins temporaire.

II.1.c. Une reconnaissance internationale timide sous le regard chinois

Aujourd'hui, la reconnaissance internationale de Taïwan comme état indépendant est source de fortes tensions. Les enjeux représentés par une telle prise de position sont multiples et de portée mondiale. La perte de son siège à l'ONU en 1971 marque un temps fort pour l'évolution du statut de Taïwan au regard du monde. L'état insulaire s'efface progressivement des relations diplomatiques officielles au profit de la République Populaire de Chine.

Depuis avril 2023, Taïwan est officiellement reconnu par seulement 13 États à travers le monde, qui se composent essentiellement de micro-états, d'îles et archipels isolés ou de pays peu développés qui exercent une faible influence dans la sphère mondiale. En Amérique Centrale, Sud et Caraïbes, on retrouve le Belize, le Guatemala, le Paraguay, Haïti, Sainte-Lucie, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines. Parmi les îles et archipels du Pacifique, on compte Tuvalu, Palau, les îles Marshall et Nauru. Sur le continent Africain, seul l'Eswatini accorde sa reconnaissance. Enfin, en Europe, seule la Cité du Vatican considère officiellement Taïwan. Autrement dit, aucun état influent du monde n'a de relations officielles avec la République de Chine.

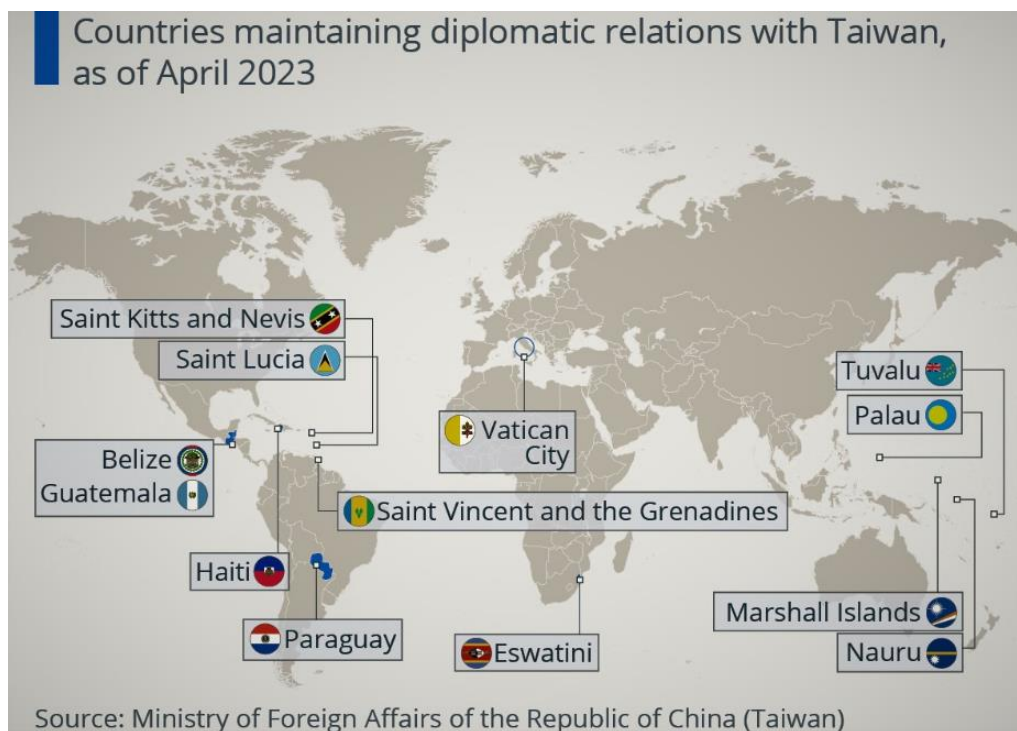


Fig. 4 - Les 13 Etats qui reconnaissent Taïwan au 1er avril 2023 - Jean-Paul Burdy
 © lesmotsdetaiwan.com

Ce manque de reconnaissance, Taïwan le doit à une stratégie tant radicale qu'efficace de la Chine : celle-ci refuse strictement toute relation diplomatique avec quiconque reconnaît Taïwan comme un État à part entière, et ne fait qu'augmenter la pression à ce sujet. Si la RPC peut se permettre de poser un tel dilemme, c'est parce qu'elle exerce un poids inégalé sur le marché mondial. Du haut de ses 18 000 milliards de dollars de PIB (\$ US courants) en 2021¹⁷, c'est la deuxième puissance économique du monde, mais aussi le deuxième importateur et le premier exportateur mondial. Le pays représente finalement 13% des échanges internationaux à lui-seu¹⁸. En conséquence, toute puissance qui souhaite jouer le jeu de la mondialisation n'a d'autre choix que d'être partenaire avec la Chine. De cette manière, le géant asiatique fait usage de son Hard Power économique pour arriver à ses fins politiques, et la stratégie porte ses fruits.

Ainsi, l'ensemble du monde occidental, malgré son poids économique et sa divergence idéologique, joue le jeu de la Chine. Rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement chinois revient à sacrifier une partie de son économie. L'Union Européenne ne se prête pas à un tel risque. Les Etats-Unis même, pourtant rival historique de la Chine et

¹⁷ La Banque Mondiale, *PIB (\$ US courants) - China*

¹⁸ Sophie Amsili, *Commerce : les chiffres fous de l'économie chinoise*, Les Echos, 10 décembre 2021

soutien de Taïwan, ont cessé de reconnaître Taïwan à partir de 1979. Ainsi, les occidentaux qui condamnent pourtant régulièrement la Chine pour des faits immoraux, que ce soit en matière de droits humains ou de responsabilité écologique, semblent fermer les yeux sur leurs valeurs au profit de leur bien-être économique.

Il y a encore quelques années, c'était au cœur de l'Amérique-centrale que résidait encore l'essentiel des pays entretenant des relations diplomatiques officielles avec Taïwan. Cependant, après le retrait du Costa-Rica en 2007, ce fut au tour du Panama (2017), du Salvador (2018), de la République dominicaine (2018), du Nicaragua (2021), et finalement du Honduras (2023) de privilégier leurs relations avec la Chine.¹⁹ Cet enchaînement de retournements s'explique en grande partie par le rapport complexe entre les pays d'Amérique Centrale et les Etats-Unis. Autrefois « l'arrière-cour » de la puissance capitaliste, les pays centraméricains connaissent depuis un développement des politiques de gauche qui s'accompagnent d'un sentiment anti-américain. Le rejet des Etats-Unis se manifeste ainsi par le rapprochement avec un autre puissant partenaire diplomatique, qui n'est autre que son concurrent direct : la Chine.

Du côté de l'Afrique, si peu de pays reconnaissent initialement l'île de Taïwan, il est rapidement devenu particulièrement inconcevable de se mettre à dos la Chine. En effet, les séquelles du colonialisme européen ont permis à une volonté de détachement du monde occidental de s'installer dans beaucoup de pays africains. Comme pour l'Amérique Centrale, ce rejet se répercute sur les stratégies menées en matière de diplomatie internationale, favorisant les relations commerciales avec la Chine pour s'émanciper de sa dépendance aux puissances occidentales. Les investissements massifs de la Chine sur le territoire africain participent aussi à renforcer ce lien.

Finalement, pour tous les acteurs mondiaux, l'intérêt économique derrière la non-reconnaissance de Taïwan est indiscutable et révélateur de la place de la Chine dans le commerce mondial. Pour autant, d'autres facteurs de nature politique peuvent intervenir : l'influence de l'Occident, qui « dominait » habituellement le monde, est de plus en plus contestée et de nombreux pays qui se sentent parfois méprisés se tournent vers la grande puissance asiatique. Plus qu'une stratégie commerciale, c'est dans certains cas un signal fort de rejet de l'Europe ou des Etats-Unis. La France même, en 1964, renonçait à ses relations officielles avec Taïwan dans une optique de rapprochement avec la Chine, alors que le général de Gaulle souhaitait rendre la diplomatie française plus indépendante des Etats-Unis.²⁰

Néanmoins, ce manque de reconnaissance officielle n'empêche pas Taïwan d'entretenir des relations diplomatiques officieuses avec le reste du monde. Au contraire, le petit État a su se rendre indispensable sur le marché du semi-conducteur, matériau essentiel

¹⁹ Jean-Paul Burdy, « *Etat reconnu* » ou « *diplomatie semi-officielle* » ? Il ne reste plus que 13 pays à reconnaître diplomatiquement Taïwan, Les Mots de Taïwan, 5 janvier 2023

²⁰ Quang Pham, *La France reconnaît-elle que Taïwan fait partie de la République populaire de Chine, comme l'affirme Jean-Luc Mélenchon ?*, France Info, 11 août 2022.

aux nouvelles technologies, et occupe un emplacement géographique stratégique notamment aux yeux des États-Unis. Taïwan réussit ainsi à attirer l'attention de tous et, malgré la pression chinoise, à faire exister ses relations internationales indépendamment de la Chine. Nous reviendrons en particulier à l'intérêt stratégique porté à Taïwan par la suite.

II. 2. Les États-Unis : un allié tant bénéfique qu'intéressé

Après l'appréhension de la relation complexe entre la Chine continentale et Taïwan, tentons maintenant de comprendre ce qui fait de Taïwan un centre d'intérêt pour la Chine et surtout pour son rival américain. En quoi un pays de l'autre bout du monde, sans grande histoire commune avec l'île de l'Indopacifique, joue-t-il un rôle si important et s'implique tant dans ce conflit qui oppose la RPC à la RoC ?

II.2. a. La rivalité Chine/États-Unis

Pour comprendre les relations entre Taïwan et les États-Unis, nous devons commencer par comprendre la rivalité Chine/États-Unis qui contribue à la volonté de Washington de soutenir la petite île et à contester son plus grand rival. Cette rivalité n'est pas simplement un conflit idéologique qui oppose communisme et capitalisme, il s'avère que des questions économiques et géographiques jouent aussi un rôle crucial dans la relation Chine/États-Unis. Remontons donc brièvement dans l'histoire pour comprendre l'origine de cette rivalité et pourquoi elle perdure encore aujourd'hui.

Un des principaux arguments derrière le début du soutien fourni par les États-Unis à Tchang Kaï-chek est le manque d'alliés des États-Unis en Asie du Sud-Est. Après avoir remporté la seconde guerre mondiale et contraint le Japon à capituler, le climat de Guerre Froide s'installe. La Corée du Nord soutenue par l'URSS et la RPC se livre à une guerre contre la Corée du Sud soutenue par les États-Unis entre 1950 et 1953. Puis, entre 1955 et 1975 la Guerre du Vietnam qui oppose la République démocratique du Vietnam (là encore soutenue par les deux puissances communistes) et les États-Unis entrave les relations commerciales et politiques entre les États-Unis et la majorité de l'Asie du Sud-Est.

Dans une région du monde qui avait un retard important sur les plans industriels, sociaux et économiques par rapport aux pays occidentaux, (au moins jusqu'au début des années 1980, lorsque la Chine devient « l'atelier du monde »,) l'essor de ces pays était anticipé et les États-Unis ne pouvaient pas se priver d'obtenir une part du gâteau, si gâteau il devait y avoir. Leur présence dans le Pacifique Sud s'est alors traduite par une présence militaire pouvant rivaliser avec la Chine, aussi bien au Vietnam, qu'à Taïwan ou en Corée, afin de maintenir leur présence et puissance dans l'Asie du Sud-Est.

Depuis 1979, lorsque les États-Unis ont commencé à passer des accords avec la Chine et que les relations commerciales et diplomatiques se sont améliorées, le climat de tension ne se traduit plus par des tensions armées mais surtout des enjeux de pouvoir. La forte croissance économique, industrielle, militaire et technologique qu'a rencontrée la RPC ces 50 dernières années, en fait l'une des plus grosses puissances mondiales, aux côtés des EU. Le développement des nouvelles routes de la soie, le rachat de nombreux ports à travers le globe, les investissements multiples en Afrique pour extraire des ressources minières et autres investissements à l'étranger de ces dernières années montrent aussi une certaine volonté de globalisation du pays communiste qui vient contester l'hyperpuissance du géant capitaliste. ²¹

La rivalité États-Unis/ Chine se démarque aussi sur l'aspect politique. Les EU, qui se veulent comme grands défenseurs de la paix et de la démocratie dans le monde sont confrontés à une puissance qui se base sur une dictature communiste (bien qu'officiellement dénommée République Populaire) et sans respect des droits de l'homme. Être moins puissant qu'un pays dont les valeurs s'éloignent tant de la politique libéraliste serait perçu comme une concession que la liberté et les droits de l'homme ne sont pas essentiels à un pays puissant. Nous pouvons ainsi voir en quoi perdre Taïwan implique bien une défaite du capitalisme américain.

Finalement, la rivalité Chine/ États-Unis, par rapport à Taïwan, est causée par un intérêt porté aux importations et exportations de l'île. Les deux pays sont en effet, respectivement, premiers et deuxièmes plus gros importateurs et exportateurs taïwanais. L'industrie des semi-conducteurs pèse aussi une part importante dans la balance de cette rivalité puisque grand nombre de technologies modernes (ordinateurs, voitures, smartphones, serveurs, etc.) nécessitent ces composants pour fonctionner. Sachant que Taïwan produit plus de 60% des semi-conducteurs du monde et plus 80% des composants de nos appareils high-tech sont fabriqués sur cette île ²². Cet aspect économique-commercial est donc un motif de plus pour lequel Pékin et Washington sont concurrents dans l'ambition d'asseoir leur puissance.

II.2. b. Une puissance de dissuasion

Les États-Unis ne reconnaissent pas Taïwan comme un pays indépendant, notamment puisqu'ils ne sont pas reconnus par l'ONU et que les EU veulent préserver leurs relations économiques, commerciales et politiques avec la Chine continentale. Mais pour pallier une Chine qui se veut omnipotente dans le monde moderne, les États-Unis réaffirment régulièrement leur soutien à la population taïwanaise.

²¹ Pluyette Cyrille, *Chine: 40 ans de changements économiques en 5 dates clés*, Le Figaro, 18 décembre 2018, consulté le 20 mai 2023

²² De Laubier Charles, *Taïwan, berceau de l'industrie des semi-conducteurs*, Le Monde, 04 décembre 2017, consulté le 11 mai 2023

Un premier motif qui permettrait de contribuer à faire reculer la Chine face à une volonté d'invasion de l'île est la puissance agronomique des États-Unis. La Chine est le premier client et le premier fournisseur des États-Unis sur ce marché²³, notamment à travers l'importation de soja (premier importateur mondial), sachant que la demande chinoise croît chaque année. Il serait donc probable que la Chine, en cas de refus de livraison par les États-Unis, doive faire face à une pénurie alimentaire ou au moins à certains rayons vides dans les supermarchés.

Hormis l'agriculture, les États-Unis sont avant tout une puissance industrielle exportant des biens atteignant une valeur de 1 630 Milliards de dollars en 2021, selon l'Observatoire de la Complexité Économique (OEC). La Chine est le principal fournisseur d'ordinateurs et de transmetteurs/récepteurs et ceux-ci sont présents dans la grande majorité des technologies déployées aux États-Unis. En ce qui concerne ses importations, Pékin importe surtout pétrole et gaz, ainsi que des circuits intégrés, des voitures, du maïs et du soja. Les industries des 2 pays étant fortement liées, bien que cesser les échanges commerciaux entraînerait des répercussions négatives sur l'industrie américaine et in fine sur l'économie, il y a fort à parier que si les échanges commerciaux avec les États-Unis diminuaient, de nombreux pays se mettraient aux côtés des EU et la Chine connaîtrait une pénurie de biens.

La puissance économique des États-Unis, outre les exportations et importations de biens, se traduit aussi dans le secteur financier. Le dollar est la monnaie la plus utilisée et la plus dominante du monde ce qui permet aux États-Unis de l'user comme monnaie incontournable pour réaliser des emprunts, régler des échanges commerciaux, servir de réserve aux banques centrales et globalement être au centre de l'économie mondiale. Les EU sont donc détenteurs de l'hégémonie économique et la Chine pourrait souffrir de sérieuses conséquences économiques en cas de sanctions portées par les EU envers elle.

Un autre argument montrant la puissance de dissuasion américaine est bien évidemment sa puissance militaire. Bien que le nombre de soldats chinois soit estimé bien supérieur à celui de soldats américains (plus de 30% en plus), la flotte américaine détient plus de porte-avions, plus de sous-marins et plus de destroyers. L'armée de l'air américaine est plus de 2 fois plus importante que son équivalente chinoise et les États-Unis détiennent une puissance nucléaire supérieure en nombre. De plus, les EU détiennent des positions militaires avancées à travers le monde, notamment dans le sud du Pacifique, à Singapour, dans les Philippines, au Japon ou encore en Corée du Sud, pour ne citer que quelques exemples. La capacité de projection des États-Unis, définie par le ministère de la culture français comme « [l'] ensemble des moyens qui permettent à une nation d'acheminer des forces militaires [...] loin de son lieu habituel de stationnement », en font une menace permanente à échelle mondiale et un outil clef de la capacité de dissuasion américaine. Une invasion chinoise potentielle de l'île taïwanaise pourrait ainsi entraîner un rapide déplacement des troupes américaines si Washington décidait de défendre militairement Taïwan.

²³ Notamment par le biais d'accords tels que l'accord Phase One

À ceci s'ajoute que les EU sont aussi et surtout une puissance diplomatique mondiale. De nombreux pays occidentaux dont la plupart des pays européens s'accordent avec eux sur des valeurs de défense de la démocratie, de la liberté, du respect des droits de l'Homme, valeurs bafouées par la Chine continentale depuis des décennies. Les États-Unis sont aussi le pays le plus influent au Conseil de Sécurité de l'ONU et y possèdent un siège permanent ainsi que le droit de veto sur les résolutions proposées. En faisant de diverses alliances telles que la Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) avec de nombreux pays du Sud-Est Asiatique, les EU maintiennent non seulement des relations commerciales importantes avec ces pays, mais aussi des bases ou emplacements militaires stratégiques dans certains (Philippines, Japon, Thaïlande, Corée du Sud, Singapour, notamment) et des relations diplomatiques fortes.

Dernièrement, d'un point de vue plus global combinant une multiplicité de facteurs tels que l'économie ou la politique, les sanctions que les EU portent à l'encontre d'états comme la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, servent aussi à la Chine de prévoir et de comprendre ce à quoi elle pourrait faire face dans le cas où les États-Unis soutiendraient Taïwan, militairement ou non, si la RPC venait à s'engager dans un conflit armé.

II.2. c. Des motivations à interroger

Malgré ce qui a été dit plus haut, bien que les États-Unis soient un des pays les plus puissants au monde, les relations commerciales et économiques qu'ils maintiennent avec la Chine continentale leurs apportent aussi un certain avantage. Donc nous pouvons nous demander quels sont les intérêts des États-Unis à défendre Taiwan ?

Le simple motif du conflit idéologique qui semble évident, n'est plus une raison suffisante pour la puissance capitaliste d'entrer en guerre avec un autre pays, comme elle a pu l'être dans le passé (Guerre du Vietnam, par exemple).

Nous avons parlé précédemment du conflit idéologique qui oppose le communisme Chinois au capitalisme américain. Bien qu'ils soient associés à l'image de gendarme du monde, promouvant la démocratie et les droits de l'homme, cette image est quelque peu contestable notamment en Amérique du Sud dans les années 1970, lorsque les EU ont contribué à la mise en place de dictatures d'extrême droite ou même plus récemment puisque les EU n'entrent pas en guerre avec la Corée du Nord (pays où la dictature est totalitaire). Donc si cette raison et le conflit idéologique ne suffisent pas, pourquoi les États-Unis semblent-ils soutenir Taïwan ?

Une des principales raisons est la capacité de Taïwan à produire des semi-conducteurs. Les États-Unis ont tout intérêt à aider à préserver l'indépendance taïwanaise puisque, comme nous l'avons expliqué précédemment, les États-Unis et la Chine sont rivaux sur nombre d'aspects. Permettre à la RPC de contrôler ce marché voudrait dire que la Chine

devient un fournisseur crucial pour les États-Unis, au-delà de détenir un quasi-monopole du marché mondial.

Dans le but de parvenir à une hégémonie²⁴ chinoise sur l'Asie, Taïwan a une forte importance pour Beijing. Réunifier l'île au continent symboliserait une nouvelle phase du pouvoir de la Chine. Cela signifierait que les eaux territoriales autour de l'île deviennent chinoises, les 200 milles nautiques feraient partie de la surface maritime chinoise et tout commerce passant aux alentours de l'île passerait par la Zone Économique Exclusive (ZEE) chinoise.

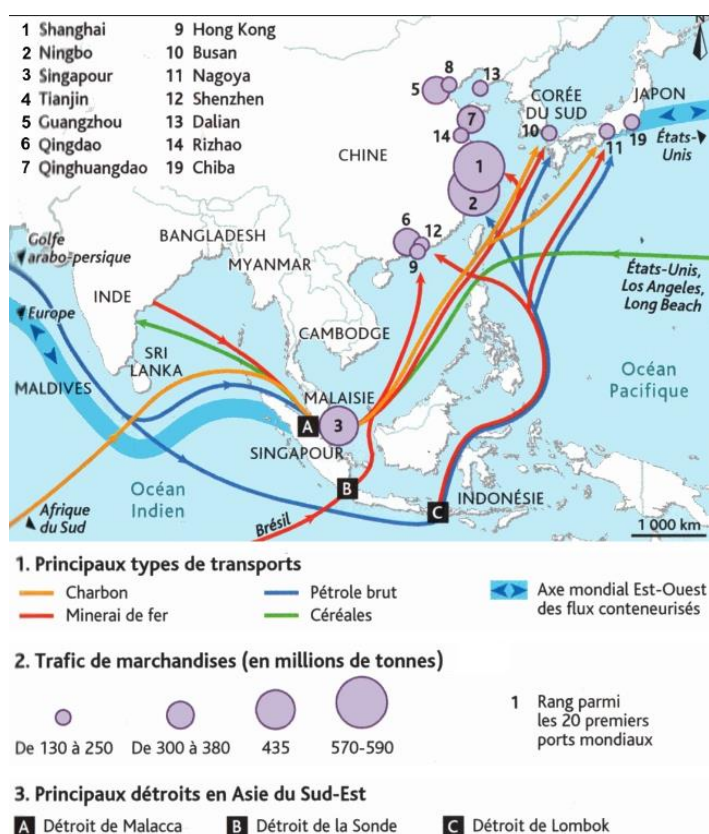


Fig. 5 - «Les passages entre Océan Indien et Océan Pacifique»

2010, © aghg.wordpress.com

Sur le plan géographique, la Chine s'est intéressée ces dernières décennies, à la revendication d'îles et à la construction d'îles artificielles en Asie de l'Est. Ces îles, souvent proches des Philippines, permettent à la Chine non seulement d'augmenter la superficie totale de l'ensemble de ses ZEEs mais aussi de se rapprocher du détroit de Malacca, par lequel

²⁴ Colby Elbridge A., *Why Protecting Taiwan Really Matters to the U.S.*, Time Magazine, 11 octobre 2022, consulté le 3 mai 2023

passent près de 30% du commerce mondial. Ce détroit ainsi que quelques routes maritimes passant au large de la côte est de Taïwan sont essentiels à nombre de ravitaillements entrants pour la Corée du Sud et le Japon (notamment en matières premières). Détenir une position stratégique dans ce détroit et dans la zone Indopacifique permettrait donc plus facilement à la Chine de contrôler une partie du commerce international et d'exercer une pression sur les pays voisins, si elle le souhaitait.

Au-delà de l'aspect géographique, un rattachement à la Chine serait la preuve d'une omnipotence incontestée chinoise. Les États voisins tels que le Japon, la Corée du Sud et les Philippines seraient directement impactés par ce résultat et verraient dans ce geste une non-contestation des Occidentaux face à une montée en puissance incontrôlable de la RPC. Nombre d'États du Sud-Est asiatique seraient amenés à suivre les agendas commerciaux et économiques chinois, sans pour autant en être directement sous le joug. Ceci amènerait à une Chine « centre de l'Asie » et dont le soft-power serait amené à rayonner (la plus grande influence en Asie voire dans le monde entier), en plus du hard-power économique, commercial et militaire.

Néanmoins, en ne reconnaissant pas Taiwan comme un pays actuellement et en se contredisant régulièrement sur le sujet de Taiwan, les EU maintiennent une image floue de la réaction que la Chine peut espérer en cas d'invasion de l'île de l'Indopacifique. Ceci évite aux États-Unis de s'engager d'avance, pour le moins militairement, sur un potentiel conflit, dans le but aussi de préserver les relations commerciales avec la Chine, quitte à ne pas garantir une protection à Taïwan. Ce double jeu témoigne aussi d'une indécision et d'une difficulté pour l'Oncle Sam de prendre un parti au dépit de l'autre.

Établissons alors un lien plus direct avec le sujet de notre étude : l'essor de l'identité taïwanaise. Il pourrait sembler, après tout ce que nous avons dit, que l'essor de l'identité taïwanaise n'a pas de grande importance dans ce conflit entre Washington et l'Empire du Milieu. Mais force est de constater que cette identité est une des raisons pour lesquelles Taïwan est au cœur de plusieurs coalitions aux côtés des États-Unis, de l'Australie, du Japon et de l'Inde (par exemple le QUAD : Quadrilateral Security Dialogue). La petite nation qui se bat pour son indépendance réalise de son côté aussi des entraînements militaires, tout comme la RPC. Alors, même si l'identité taïwanaise n'est pas la principale raison qui motive les EU à rejoindre le conflit, (puisque'ils y ont surtout des intérêts nationaux,) sans cette volonté d'indépendance du côté taïwanais, la question du conflit ne se poserait pas et les médias occidentaux ne parleraient pas tant de la petite île à la grande volonté d'indépendance.

II.3. La volonté de rayonner par soi-même (soft power entre autres..)

Taiwan doit en dehors de la guerre, également se démarquer par des vecteurs plus pacifistes. C'est un aspect très important notamment pour avoir un soutien à l'international autre que militaire. Pour cela, Taipei essaye de se développer de manière propre et individuelle via d'autres facteurs comme l'industrie, leur modèle politique ou encore leur culture.

II.3.a. Un acteur industriel et technologique mondial

La santé économique d'un territoire est un atout majeur quant à l'affirmation de son indépendance. Taiwan a misé assez tôt dans son histoire sur l'industrie à travers de multiples domaines afin de tirer son autonomie économique.

L'industrie taïwanaise fait ses débuts dès les années 70 avec la création, en 1973, de l'ITRI (Industrial Technological Research Institute). Ce centre de recherche, créé grâce au soutien de l'ex-ministre de l'économie, avait pour objectif initial de développer l'industrie des semi-conducteurs encore peu développée mais prometteuse. En 1976 un accord est conclu avec une grosse société américaine: la Radio Corporation America (RCA) qui détient les meilleures technologies à l'époque. Grâce à cet accord, des ingénieurs taïwanais sont envoyés aux États-Unis afin d'être formés, ce qui permet à Taiwan d'être à la pointe de la technologie. En 1987, l'entreprise privée TSMC est créée afin d'accroître la production qui a évolué à la même vitesse que celle des États-Unis. Puis, dans les années 90, de nombreux plans de recherche sont mis en place et permettent à cette industrie de se démarquer et à Taiwan d'en devenir le leader mondial grâce à plusieurs innovations, notamment en termes de taille des processeurs.

Taiwan est donc aujourd'hui un acteur industriel majeur dans ce domaine, ce qui lui donne une place particulièrement importante dans le secteur de l'informatique. En effet, de nombreuses grandes entreprises sont dépendantes de la production de semi-conducteurs comme Apple ou Samsung, pour ne citer que quelques exemples. Taiwan étant le pays le plus avancé dans la production de ceux-ci, notamment en termes de miniaturisation, la petite île possède un quasi monopole. C'est un énorme avantage vis-à-vis des tensions et du potentiel conflit avec la Chine car c'est un levier intéressant. Taiwan est également le plus gros producteur et, en conséquence, le plus gros exportateur à l'international, ce qui explique en partie le désir de protection de certains pays occidentaux comme expliqué plus tôt.

Enfin, Taiwan tient à son statut de leader dans ce domaine. Pour le conserver et donc conserver cette autonomie, les entreprises mais également l'État misent énormément sur la

recherche et le développement. Étant donné l'industrie particulière que représente les semi-conducteurs²⁵, de nombreux moyens sont mis en œuvre notamment au niveau universitaire afin de préserver la position de leader. Les universités taïwanaises sont en effet reconnues à l'échelle mondiale pour la qualité de leurs travaux dans le domaine d'application industrielle et recherche fondamentale sur les matériaux. Cela aide également grandement à donner une image positive de Taïwan à travers le globe.

II.3.b. Briller par sa démocratie

Sur la scène internationale, si la démocratie taïwanaise souhaite que l'île soit reconnue comme un pays à part entière, Taïwan doit avoir un gouvernement irréprochable. Le fait de briller par sa démocratie surtout au sein de l'Asie (, région du monde où de nombreuses démocraties n'ont pas des Indices de Démocratie très élevés,) peut fortement l'aider à obtenir de la sympathie de la part des autres gouvernements. Plusieurs aspects de ce gouvernement sont un atout majeur pour mettre en avant cet avantage stratégique.

Tout d'abord c'est un gouvernement extrêmement transparent. Dans un premier temps d'un point de vue financier, notamment sur les dépenses militaires où il est classé 6^{ème} au classement des pays les plus transparents. Ils sont également très transparents sur leurs actions de manière générale. On peut prendre l'exemple de la ministre du numérique Audrey Tang qui défend le concept de "transparence radicale". Ce concept qui défend la transparence quasi totale du gouvernement via l'utilisation du numérique, avait vu le jour lors du mouvement des tournesols²⁶, une manifestation majoritairement menée par des jeunes, qui visait un accord politique entre Taïwan et la Chine et qui n'avait pas été signé dans le respect des procédures parlementaires nécessaires. Depuis cet événement, la nouvelle ministre a très à cœur de montrer la quasi-totalité de ses actions et cela passe notamment par les lives, (vidéos retransmises en direct,) à chaque fois qu'elle accorde une interview afin qu'aucune transformation des ses paroles ne soit effectuée.

Audrey Tang est également la première ministre transgenre au Monde. Cela est également une preuve de progrès au sein du gouvernement taïwanais qui est extrêmement diversifié. Nous notons également la présence de nombreux membres du gouvernement issus de minorités ethniques taïwanaises, ce qui est très apprécié par la population. En effet, le pourcentage de la population votant à Taïwan pour les diverses élections est assez élevé, ce qui prouve un certain investissement de celle-ci. Par exemple, aux élections présidentielles de 2020, le taux de participation était de 75 pour cent.

²⁵ What is a semiconductor, SIA, Semiconductor Industry Association

²⁶ Anonyme, *La "révolte des tournesols", un combat pour la transparence à Taïwan*, France24

Enfin Taïwan est un pays largement avancé en termes de droits de l'homme surtout pour un pays appartenant au continent asiatique et encore plus si on le compare à son voisin chinois. C'est le premier pays asiatique à avoir légalisé le mariage entre personnes du même sexe en 2019²⁷ et est toujours le seul sur le continent. Taïwan est également le premier pays en termes de droit et de liberté de la presse en Asie, en étant 35^{ème} du classement de Reporters Sans Frontières (RSF) actuellement. La liberté des travailleurs et individuelle sont également souvent discutées grâce à la commission des droits de l'homme mis en place en 2000 sur l'île.

II.3.c. Faire vivre et rayonner sa culture

Taïwan est un pays qui a aussi besoin de briller par sa culture afin de se faire reconnaître par les autres nations comme un pays possédant sa propre identité. En effet, la force militaire et ses alliés sont très importants mais la culture n'est pas négligeable, notamment puisqu'elle permet la promotion du pays vis à vis des autres populations civiles à travers le monde, qui ont un poids sur leurs gouvernements respectifs. Plusieurs aspects culturels sont donc des éléments intéressants pour rayonner.

Un des avantages majeurs dans l'exportation de la culture taïwanaise est l'hybridité entre la culture asiatique et le fort impact qu'a la culture occidentale sur leur développement. En effet, comme dit précédemment, Taïwan a été de nombreuses fois colonisé et a évolué en tant que nation avec de nombreuses influences. De nombreux liens avec les pays occidentaux existent d'un point de vue culturel, ce qui est intéressant lorsqu'il s'agit de créer des rapprochements entre les peuples et contribue ainsi à une bonne entente. Nous pouvons aussi nous pencher sur la question du sport car on sait que les principaux sports nationaux sont le baseball, le basket ou encore le football, sports très pratiqués notamment aux États-Unis. Cela crée donc un lien culturel supplémentaire entre Taïwan et les pays occidentaux. Mais les habitants de la petite île possèdent également une appétence pour d'autres sports d'origine asiatique comme le tennis de table ou le badminton.

L'aspect sportif est d'autant plus important qu'il peut être illustré lors de grands événements internationaux. On peut notamment penser aux Jeux Olympiques où Taïwan est représenté sous le nom de Chinese Taipei et avec un drapeau olympique particulier. Mais leurs bonnes performances leur permettent de gagner en visibilité à l'international et de s'imposer comme nation.

²⁷ Pedroletti B. et Thibault H., *Taïwan légalise le mariage homosexuel, une première en Asie*, Le Monde, 17 mai 2019



Fig 6 : Drapeau de taiwan lors de représentations sportives olympiques

En ce qui concerne l'exportation de leur culture à l'international, cela passe également par des éléments surprenants comme la gastronomie. Nous pouvons prendre comme exemple le bubble tea, cette célèbre boisson taïwanaise qui, depuis 5 ans, s'exporte partout dans le monde²⁸. En effet, cette boisson qui est à Taïwan ce que le Coca-Cola est aux États-Unis, constitue un marché mondial de 2,5 milliards de dollars sur l'année 2022 et compte déjà plus d'une centaine de boutiques dédiées à sa vente à Paris. C'est donc un formidable outil de soft power taïwanais car elle n'est absolument pas associée à la Chine, point très positif dans le cadre d'un détachement culturel désiré.

Enfin, un des derniers leviers intéressants pour propager à travers le monde l'image de l'identité taïwanaise est constitué des événements et du voyage. Il reste l'aspect le plus intéressant pour faire venir des étrangers à Taïwan afin qu'ils puissent découvrir le pays par eux-mêmes. C'est donc bien une stratégie qui a été mise en place par le gouvernement de l'île²⁹. Grâce à des festivals célèbres comme le Pingxi Sky Lantern Festival, Taïwan attira en 2019, année précédant la pandémie de coronavirus, 11.8 millions de touristes. Aujourd'hui, le gouvernement taïwanais cherche à relancer le tourisme car il joue un rôle crucial et bénéfique dans leur économie comme pour leur image. Le gouvernement propose donc un chèque tourisme de l'équivalent de 150 dollars pour les touristes venant visiter l'île³⁰. Cette initiative a également pour objectif d'attirer les touristes qui pourraient avoir des craintes vis-à-vis de la situation tendue avec la Chine.

Tous ces éléments, qu'ils soient commerciaux, preuve de démocratie, ou culturels montrent que Taïwan possède de nombreux atouts à l'international pour se faire reconnaître en tant qu'État si l'île le souhaite, ou, en tout cas, pour demander de l'aide notamment sur le plan militaire, en cas de besoin. En effet, ces éléments apportent une légitimité à l'île, ce qui serait un enjeu majeur en cas de conflit avec la Chine.

²⁸ Anaïs Moutot, *Pourquoi le bubble tea fait fureur en France*, Les Echos, 21 octobre 2022

²⁹ Tzu-Kuang Hsu, Yi-Fan Tsai, Herg-Huey Wu, *The preference analysis for tourist choice of destination: A case study of Taiwan*, 28 juillet 2008, ScienceDirect

³⁰ Courrier International, *Taïwan va donner de l'argent aux touristes pour les inciter à venir sur l'île*, Courrier International, 4 mars 2023

III - Un avenir lourdement menacé

Quel avenir construire dans un climat de tensions permanentes ?

Aujourd'hui, l'identité démocratique et culturelle taïwanaise provoque un contraste intense avec le modèle de la République Populaire de Chine. La réussite de ce modèle est contestée par Pékin pour deux raisons majeures. La première est que cela discrédite les discours sur une union pacifique, justifié par le fait que Taiwan et la Chine ont des identités assez similaires. Deuxièmement, Taiwan propose un modèle non occidental opposé à celui de la RPC, ce qu'aucun régime totalitaire communiste ne peut tolérer. La non action de la Chine face à cette situation est, au yeux des dirigeants Chinois, un aveu de faiblesse qui pourrait aussi être perçu par la population chinoise comme une opportunité de changer de paysage politique.

III.1. Obstination de la réunification : Entre tensions militaires et tentation politique

Il est impératif pour Xi Jinping de rester fidèle aux deux principes de développement et de réunification, et, bien que l'un puisse entraver l'autre depuis l'arrivée au pouvoir du secrétaire général Chinois en 2012, son discours est très clair, il n'y a qu'une seule Chine, et rien ne le fera reculer devant ce qu'il appelle la (ré)unification. Après avoir imposé la sortie de Taïwan à l'ONU, ainsi qu'interdit les relations diplomatiques avec Taïwan aux pays ayant des relations commerciales avec le continent, le régime chinois se montre de plus en plus oppressif et représente aujourd'hui un réel danger menaçant de plonger les taïwanais dans la peur d'une guerre inéluctable et sans aucune lueur d'espoir.

III.1.a. La mise en échec du principe d'une seule Chine

Après 1949, Mao Zedong et Tchang Kaï-chek partagent le principe d'une seule Chine et ont le même objectif de réunification avec tous deux des intentions de recourir à la force s'il le faut.

Pour Pékin, la RPC est le successeur de la RoC et doit donc exercer sa souveraineté sur la totalité de la Chine, dont le territoire comprend Taïwan et quelques îles annexes appartenant aujourd'hui au Japon. Taïwan est donc, aux yeux de la Chine, une province de Pékin dont des délégués représentent l'île à l'Assemblée nationale populaire.

D'ailleurs, dans chaque traité diplomatique signé avec la Chine, la reconnaissance du principe d'une seule Chine est une condition *sine qua non*.

Du point de vue de la RPC, Taïwan est un « butin de guerre » de la guerre civile de 1945 à 1949. Objectivement, avant la guerre, Taïwan n'appartient à aucun régime politique chinois comme expliqué précédemment. Cela semble donc réfuter les propos mis en avant par la Chine concernant la conquête de Taïwan, qui s'assimilent finalement à de la propagande et de la désinformation.

Du côté taïwanais, sous la dictature militaire de Tchang Kaï-chek, un « bureau de la gloire nationale » destiné à planifier la reconquête du territoire continental à été mis en place dans le but de prendre rapidement possession du continent. Plusieurs escarmouches ont alors eu lieu dans les années 1960 mais sans le soutien des États-Unis, elles se sont soldées par un échec, le bureau est alors dissous en 1972, peu après la sortie de Taïwan de l'ONU.

Il y a quelques années encore, le Kuomintang avait encore une position ouvertement favorable au principe d'une seule Chine, mais il y est maintenant plus réticent surtout si cette Chine est dirigée par le Parti Communiste Chinois.

La Chine a réhabilité Tchang Kaï-chek et a fait défiler des vétérans de l'armée nationaliste à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la République Populaire de Chine (en 2019). Le défilé militaire a permis d'envoyer un message fort à Taïwan sur la capacité de frappe de la Chine qui est prise très au sérieux. En même temps, ce défilé a aussi touché les Taïwanais d'origine chinoise et membres du Kuomintang qui s'identifient historiquement à Tchang Kaï-chek, homme dont le culte de la personnalité reste présent sur l'île. Bien que, récemment, bon nombre de statues de Tchang Kaï-chek ont été enlevées des lieux publics afin de cesser d'associer l'histoire de Taïwan à l'instaurateur de la terreur blanche et laisser place aux identités multiples de Taïwan.

Effectivement, il y a eu différents apports identitaires venants d'une part de la population austronésienne et d'autre part de la population chinoise qui s'est installée du XVII^e au XIX^e. C'est à cette identité mixte que nombre de Taïwanais et plus particulièrement les membres du parti indépendantiste s'identifient. Une identité de diversité qui contraste avec celle de la Chine actuelle ou la volonté de domination (domination des Han) et d'assimilation s'impose.

On peut aussi mentionner l'héritage colonial du Japon avec l'influence d'un modèle japonais de soft power depuis la démocratisation du régime, culture que l'on retrouve encore

dans l'architecture des bâtiments officiels, la coutume de se déchausser ou encore des habitudes alimentaires.³¹

A un niveau démographique, les continentaux (population arrivée après 1945) représentaient 25% de la population en 1950 mais ne représentent aujourd'hui plus que 14%. Il y a aussi eu un phénomène de brassage entre les originaires de l'île et les continentaux. La population de continentaux a eu l'occasion de reprendre contact, après la loi martiale, dans les années 1980, avec leur famille d'origine en Chine mais cela n'a pas renforcé les liens avec la RPC. Pour cause, la disparition de la culture traditionnelle, en plus des attentes financières des familles chinoises, ont accentué le sentiment de différence et créé une désillusion. Ce sentiment de différence a renforcé le sentiment d'appartenance à Taïwan, sentiment qui avec le temps s'est popularisé. En 1994, quelque 26% des Taïwanais se sentaient chinois contre 5% en 2020. La tendance s'inverse pour ceux qui se sentent uniquement Taïwanais, pourcentage qui passe de 20% à 77% sur la même période.

D'autres chiffres montrent aussi l'évolution de la mentalité taïwanaise. Malgré la volonté de Pékin, le nombre de Taïwanais étant favorables à une réunification (7%) reste très faible face au pourcentage de ceux étant favorables à une indépendance future (34,1%). Toutefois, la plupart de la population de l'île (55%) est favorable au maintien du *statu quo*.³²

Il semble que l'échec du principe d'une seule Chine mis en avant par Pékin réside notamment dans l'effet de répulsion du régime politique chinois des Taïwanais, renforçant au passage leur attachement à une identité démocratique taïwanaise.³³

III.1.b. Le hard power chinois à la reconquête de Taïwan

Aujourd'hui, Taïwan se retrouve face à une guerre d'influence menée par la Chine, à coup de désinformation avec l'utilisation de groupes d'influence et de soutien politique du Kuomintang, parti taïwanais le plus favorable à la réunification. La manière dont Taïwan réagit à ces déstabilisations est un enjeu global dont les démocraties pourraient s'inspirer.

La Chine associe la guerre de l'information aux stratégies de Sun Zi, selon laquelle le combat n'est pas nécessaire, la démoralisation de l'ennemi peut suffire à remporter la victoire. Ce type de stratégie a déjà été utilisé par la RPC contre le gouvernement nationaliste et se poursuit maintenant contre Taïwan. Depuis la démocratisation de Taïwan et la création d'un parti indépendantiste, la manipulation de l'opinion publique est devenue le point central dans la stratégie de reconquête de Taïwan. La Chine prévoit un cas de guerre asymétrique avec

³¹ Courmont Barthélémy, *De l'autre côté du détroit, une île en quête d'identité*, Berlin, 2008.

³² Election Study Center, National Chengchi University

³³ Haski P., *Nous sommes Taïwan*, ARTE, 2023

l'intervention des États-Unis en cas de conflit; elle privilégie donc les moyens de guerre hybride et utilise la guerre de l'information afin de rééquilibrer le conflit.³⁴

Une des stratégies employées par Pékin est de faire paraître la puissance chinoise comme irrésistible, créant ainsi un sentiment d'impuissance et consommant le moral des troupes taïwanaises. Aux EU cette stratégie est aussi utilisée pour faire tirer la sonnette d'alarme et faire gonfler le budget de la défense. La guerre en Ukraine a poussé le Kuomintang à faire campagne autour d'un rapprochement pacifique avec la Chine en faisant passer Taïwan pour la prochaine Ukraine, mais cela a eu l'effet inverse en multipliant les manifestations contre la guerre en Ukraine à Taipei. Ainsi, cet argument présenté lors de la campagne présidentielle a été un échec puisque le Kuomintang a perdu les élections, et ce deux fois de suite.

Plusieurs fake news ont aussi été diffusées à propos de la dirigeante taïwanaise Tsai Ing-wen à propos de son niveau d'études (LSE obtenue à Londres) et de sa stratégie contre la covid-19 (la Chine aurait acheté les vaccins Pfizer pour que Taïwan soit dépendant de Pékin). De plus, Pékin a agit avec discrétion en soutenant des groupes nationalistes très actifs sur les réseaux sociaux comme le groupe *xiaofenhong* (小粉红) qui diffuse des fausses informations notamment sur la gestion du Covid (accusation de refuser des vaccins offerts par la Chine et dissimulation du nombre de mort). Selon une étude, la moitié des fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux à Taïwan provient du continent.³⁵

Cela démontre bien que la Chine est déjà en guerre, une guerre de l'information dans laquelle les influenceurs taïwanais luttent en rétablissant la vérité autour de blogs, avec l'avantage par rapport à la Chine d'avoir accès à tous les réseaux sociaux et médias. Ils s'en servent d'ailleurs afin de diffuser le soft power taïwanais à travers le monde et de ramener le plus de citoyens démocrates à défendre leur cause.³⁶

Un soutien politique important a aussi été apporté par la RPC au candidat du Kuomintang Han Kuo-yu, ses adversaires du PDP ayant mystérieusement été accusés de corruption et une démultiplication des likes par les fermes à clicks de l'APL (Armée Populaire de Libération) ont contribué à sa campagne, le menant jusqu'à la victoire pour les élections municipales. En revanche, pour les élections présidentielles, le fait qu'il soit trop proche de Pékin n'a pas plu au peuple taïwanais et la victoire a été remportée une fois de plus par Tsai Ing-wen. Pour les prochaines élections comme elle ne pourra plus se représenter, nous pouvons nous attendre à de nouvelles tentatives de la part de Pékin de s'impliquer, dans le but de mettre au pouvoir un dirigeant prônant la réunification.

³⁴ Niquet Valérie, *L'art de la guerre. Deux commentaires de Sun Zi*, traduction et édition critique, Economica, 1998.

³⁵ Silverman Graig, *Chinese Trolls are spreading Coronavirus Disinformation in Taiwan*, Buzzfeed News, 5 mars 2020.

³⁶ Niquet Valérie, *Taiwan face à la Chine « Taiwan est-t-il Chinois ? »*, Tallandier, 2022.

III.1.c. Le danger d'un objectif trop ambitieux pour la RPC

Depuis plus de 30 ans, la Chine développe ses capacités militaires dans le but d'être crédible aux yeux de Taïwan mais aussi des États-Unis: les exercices militaires se sont multipliés et ce, même pendant le covid. D'une part ils permettent de mettre une pression constante sur Taïwan et d'autre part de combler le manque d'expérience de leur armée (chinoise). Aujourd'hui, numériquement, les forces militaires de l'APL sont démesurées comparé à celle de Taïwan, la RPC disposant de 416 000 hommes (estimés), et Taïwan de 88 000. La Chine dispose aussi de 2 fois plus d'avions de combat que Taïwan et a deux porte-avions, ce qui lui donne une capacité de projection de puissance proche des États-Unis. Finalement, Pékin possède plusieurs dizaines de sous-marins dont deux à propulsion nucléaire.

Avec cette force de frappe, la Chine pourrait tenter d'obtenir une capitulation de l'île le plus rapidement possible avant que les États-Unis interviennent. De plus, la Chine dispose d'environ 1500 missiles ayant une portée comprise entre 500 et 1000 km (DF11, DF15, DF16) et elle aurait même des missiles avec une portée de 1500 km (DF21). Elle possède aussi des missiles à fragmentation capables de frapper sur une zone de 60 ha. Tous ces missiles balistiques peuvent servir à décapiter les forces de commandement rapidement et détruire le moral des troupes ennemies.³⁷

Même s'il semble cohérent de comparer l'Ukraine à Taïwan, il ne faut pas oublier, comme l'a rappelé la présidente Tsai Ing-Wen, qu'un détroit de plus de 100km peut jouer le rôle d'une barrière infranchissable.³⁸ Effectivement, si Taïwan ne capitule pas rapidement, il reste assez difficile d'approvisionner en soldats et en chars l'offensive, outre le fait que la Chine ne dispose pas forcément de la supériorité aérienne. Même si quantitativement la Chine a beaucoup plus d'avions que Taïwan, elle dispose de moins d'une centaine d'avions de 3^{ème} et 4^{ème} générations. De son côté, Taipei compte déjà environ 150 F16 (supérieurs aux avions chinois) et prévoit d'en compter plus de 200 d'ici 2026. L'objectif serait donc pour la Chine de détruire les aéroports et les avions les plus modernes.³⁹

La Chine pourrait aussi tenter de réaliser un blocus sur l'île, notamment avec la supériorité numérique de leurs sous-marins. Néanmoins, le détroit n'est pas très profond, ce qui peut les rendre plus vulnérables. De plus, des sanctions économiques draconiennes

³⁷ Lewis Jeffrey, Joël La Boon David, Eveleth Decker, *China's growing Missile Arsenal and the Risk of a "Taiwan Missile Crisis"*, NTI Report, 18 novembre 2020

³⁸ Reuters, *Taiwan Says it is Inappropriate to Link its Situation to Ukraine*, Reuters, 28 février 2022

³⁹ Niquet Valérie, *Taiwan face à la Chine « Taiwan est-t-il Chinois ? »*, Tallandier, 2022.

pourraient être mises en place contre la Chine, faisant ainsi en sorte que le coût d'un tel blocus serait énorme.

Il est aussi possible pour la Chine de tenter des stratégies de guerre asymétrique, en menant des opérations dans les « zones grises » (zones d'ambiguïté stratégique sans gouvernance et dont la souveraineté de l'état est lourdement compromise) qui pourraient consister à déstabiliser l'adversaire et donc créer une zone grise pour forcer une riposte et donc justifier la guerre sous le motif que la Chine se défend, ce qui n'entraînera pas une intervention des États-Unis. Il est aussi possible pour Pékin, toujours dans ce contexte de guerre hybride, de lancer des cyberattaques contre les points vitaux de l'île, mais si les conséquences sont trop graves cela peut aussi justifier l'intervention des États-Unis.

Cet objectif s'avère donc dangereux pour la Chine. De plus, son armée pourrait manquer de compétences, puisqu'elle n'a jusqu'à présent participé à aucune guerre, et un échec pourrait avoir des conséquences désastreuses pour Pékin.

III.2. L'avenir de la diplomatie internationale

Un des enjeux majeurs en ce qui concerne l'avenir de Taïwan en tant que nation sont ses relations diplomatiques à l'international. Selon les pays, les relations actuelles et leurs évolutions sont très variées mais c'est une question que Taïpei se pose beaucoup. Nous allons analyser ci-dessous 3 cas de relations diplomatiques et leurs évolutions possibles avec leurs impacts potentiels.

III.2.a. La réaffirmation du soutien des États-Unis

Les relations diplomatiques entre Taïwan et les États-Unis ont toujours été ouvertes à la discussion et de nature pacifiste, bien qu'ambiguës dû au statut particulier de Taïwan. Cependant, à cause de cette position particulière, les relations n'ont jamais été officielles. Aujourd'hui, les EU veulent afficher plus le rapprochement avec Taïpei, comme le prouvent les dernières visites officielles américaines à Taïwan et les visites taïwanaises aux EU. Mais cela semble parfois plus orienté dans le but de contredire la Chine que pour apporter un réel soutien à Taïwan.

De nombreuses collaborations entre les centres diplomatiques américain et taïwanais ont permis la mise en place d'accords commerciaux mais également de vente d'armes pour Taïwan. Les EU restent donc un très bon allié de Taïpei et pourraient apporter plusieurs solutions, ou tout du moins un soutien dans la résolution de la situation actuelle vis-à-vis de la Chine.

Washington pourrait aussi accroître ses relations diplomatiques avec Taïwan afin de montrer son soutien permanent et afin de dissuader la Chine. En effet, en se positionnant

comme soutien officiel cela pourrait rendre la Chine réticente à l'idée d'envahir Formose. Mais cela pourrait aussi avoir l'effet inverse, les Chinois prendraient cela comme de la provocation et décideraient de s'investir plus dans leurs plans pour reconquérir Taïwan. C'est en effet ce que craignent les Taïwanais qui se montrent donc prudents quant à l'évolution des relations entretenues avec les États-Unis.

Une autre option serait qu'en tant que grande puissance, les États-Unis adoptent un rôle plus pacifiste en essayant de régler ce conflit entre Taïwan et la Chine sans passer par la guerre. L'Oncle Sam pourrait en effet servir de médiateur, dans le but de résoudre cette situation de manière pacifiste en se servant de ses leviers déjà existants pour régler le problème sino-taïwanais. Une des options envisagées serait par exemple de pousser la Chine au maintien du statu quo, une solution qui est privilégiée par les Taïwanais.

III.2.b. Europe : un positionnement en réflexion

Les relations diplomatiques entre les pays européens et Taïwan sont légèrement plus compliquées qu'avec les EU. En effet, ils choisissent aussi d'avoir des relations diplomatiques non officielles avec l'île mais tendent moins vers une politique d'affirmation du soutien par peur de représailles de la Chine. Ils possèdent, en effet, moins d'influence que Washington et seraient plus impactés par des représailles. Si l'on prend l'exemple de la France qui possède un "Bureau de la représentation", qui se rapproche d'une ambassade, on peut constater que de nombreux échanges commerciaux, humains et culturels ou universitaires y sont organisés mais sans jamais rien de très officiel.

La politique diplomatique tend à apporter son soutien à Taïwan en raison des éléments évoqués par la suite, en II.3 mais cela reste mitigé. On peut par exemple penser à la visite officielle de 4 sénateurs français qui se sont rendus à Taïwan en septembre 2022, pour ce qui a été la 4^{ème} visite officielle dans l'année. Mais cela a été contrebalancé par la déclaration du président Emmanuel Macron indiquant que les pays européens ne devaient pas forcément suivre la position américaine. La situation est donc compliquée et plus que jamais floue sur le statut de Taïwan.

D'autres pays européens, moins contraints par la Chine, essaient de nouer des relations plus importantes avec taïwan notamment parfois via le biais de l'Union Européenne mais cela reste encore très compliqué⁴⁰. Ces nouvelles relations seraient un atout pour Taïwan tant sur le plan économique que politique et seraient donc bénéfiques. Elles permettraient à Taïwan d'avoir des relations internationales avec des partenaires plus diversifiés et de ne pas être uniquement dépendant des États-Unis.

⁴⁰ Frédéric Lemaître, *Taïwan souhaite un engagement accru de l'Union européenne*, Le Monde, 25 avril 2023

III.2.c. L'émergence de nouveaux alliés

La politique menée par Taïwan avec les autres pays asiatiques est également une question très importante qui pourrait apporter des solutions à la situation actuelle, dont l'évolution est à surveiller.

Dans un premier temps, certains des rares pays qui reconnaissent officiellement Taïwan se trouvent en Asie, ce qui présente donc un premier avantage, même si celui-ci reste assez peu important, considérant que ces pays sont encore peu développés ou ont une population très faible et donc un appui faible à l'international.

Pour ce qui est des autres pays asiatiques proches et développés qui pourraient apporter un soutien plus important à Taïwan comme le Japon, la Corée du Sud ou la Thaïlande, ils considèrent la politique du statu quo, maintenant donc des relations diplomatiques non officielles avec Taipei. Cependant, ces pays pourraient trouver un grand avantage à accroître leurs relations avec l'île. La Chine pouvant être vue comme une menace commune. Ces pays peuvent, en effet, se sentir menacés par la politique d'expansion de la Chine et pourraient trouver un avantage à défendre Taïwan et donc à stopper cette politique. De plus, sur le plan économique, Taïwan est un allié majeur notamment dû à la proximité. Si cet aspect est renforcé, Taïwan pourra occuper une place plus importante et jouer un rôle majeur dans la région de l'Asie du sud-est.

Le principal frein au développement de ces relations diplomatiques reste évidemment la Chine qui fait pression plus que dans n'importe quelle autre région du monde sur ces pays, notamment grâce à d'importantes relations commerciales. Un des enjeux futurs de Taïwan sera donc de travailler sur les relations diplomatiques avec de nouveaux alliés de taille et qui pourraient faire la différence si la Chine venait à bout de ses menaces.

En conclusion, nous avons vu que Taïwan présente de nombreux alliés affirmant plus ou moins leurs relations diplomatiques et que tisser des liens de plus en plus forts avec ces différents pays pourrait être un atout majeur, à condition de garder le géant chinois à l'écart.

III.3. Défendre l'identité taiwanaise

III.3.a. La défense taiwanaise dans l'écho ukrainien

Face à la menace grandissante, Taïwan prépare sa défense. Loin de se laisser impressionner par les intimidations chinoises, la présidente taiwanaise maintient une position ferme sur l'intégrité de son pays. Le 10 octobre 2022, Mme Tsai prononçait son discours au palais présidentiel à Taipei : « Nous continuerons à renforcer nos défenses et à montrer notre détermination à nous défendre afin de garantir que personne ne puisse forcer Taïwan à emprunter la voie que la Chine nous a tracée »⁴¹. La dirigeante poursuit : « En effet, cette voie n'offre ni un mode de vie libre et démocratique à Taïwan, ni la souveraineté à nos 23 millions d'habitants ». En 2022, le gouvernement annonçait un nouveau budget militaire de 13,7 milliards d'euros pour 2023, soit une hausse de 13%⁴². La même année, les États-Unis, précieux allié de la République de Chine, lui vendent 1,1 milliard de dollars d'armes. En plus de solliciter de nouveaux moyens matériels suffisants, Taïwan souhaite mobiliser davantage sa population. En effet, suite aux provocations militaires de Pékin, les réservistes taiwanais s'expriment : ils ne se sentent pas préparés pour mener une guerre face à des soldats chinois entraînés.⁴³ En réaction, le service militaire, déjà obligatoire pour tous les hommes, doit passer de 4 mois à 1 an d'ici 2024.⁴⁴ Les civils sont aussi progressivement sensibilisés aux réflexes à adopter en cas d'invasion par l'intermédiaire de guides de défense civile et de formations aux premiers secours ou au maniement de armes.

À 8000 km de Taipei, le conflit russo-ukrainien a une résonance particulière pour les Taïwanais. Deux peuples menacés par un envahisseur autoritaire : l'identification à l'Ukraine est évidente pour les habitants de Taïwan, qui craignent que l'agression russe inspire la Chine à passer à l'action. Chinois comme Taïwanais semblent suivre assidûment la situation en Europe de l'Est pour en tirer des enseignements. Bien que la guerre en Ukraine effraie, elle met surtout en garde. Le courage et la détermination des Ukrainiens à défendre leur pays inspirent le peuple de l'île qui entend mettre la même ardeur à protéger Taïwan. Le soutien économique et militaire de l'Occident, bien qu'il se soit fait attendre, n'a pas échappé aux Taïwanais qui en espèrent autant. Un allié en particulier s'engage à défendre Taïwan en cas d'agression : les États-Unis. Autrefois plus nuancés, (bien qu'ils ne soient pas sans quelques contradictions), les propos de la puissance américaine prennent un ton de plus en plus ferme dans l'escalade des tensions. À l'occasion d'une conférence de presse à Tokyo le 23 mai

⁴¹ Reuters, AFP, Le Monde, *La présidente de Taïwan affirme que l'île ne cédera pas aux pressions de la Chine*, Le Monde, 10 octobre 2021

⁴² AFP, Le Monde, *Pékin exige que Washington renonce à une nouvelle vente d'armes à Taïwan*, Le Monde, 3 septembre 2022.

⁴³ Valérie Crova, Gilles Gallinaro, *Témoignage : "Je n'ai pas appris à charger ma mitraillette" : à Taïwan, les réservistes ne sont pas préparés à une guerre avec la Chine*, Franceinfo, 11 avril 2023

⁴⁴ AFP, Le Monde, *Taïwan augmente la durée de son service militaire obligatoire en réponse aux démonstrations de force de la Chine*, Le Monde, 27 décembre 2022

2022, le président Joe Biden insiste sur le positionnement des États-Unis et revient sur le parallèle avec l'Ukraine. « Il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine », affirme M. Biden, car si « les sanctions n'étaient pas maintenues [...] quel signal cela enverrait-il à la Chine sur le coût d'une tentative de prise de Taïwan par la force ? ». ⁴⁵ Le déroulement du conflit en Europe a ainsi une portée politique bien plus large qu'il n'y paraît.

III.3.b. Un avenir porté par sa jeunesse

Aujourd'hui, la vision politique du PDP au pouvoir est globalement partagée par une partie conséquente de la population. Ce soutien actif, l'actuel gouvernement taïwanais le doit grandement à sa jeunesse.

La nouvelle génération, dans sa vingtaine d'année, est la première à grandir hors d'un régime exclusivement dirigé par le parti nationaliste Kuomintang. Sous le régime dictatorial, le système éducatif intervenait comme outil de conditionnement pour faire des jeunes taïwanais de « bons » chinois. L'idéologie du parti est restée aux programmes scolaires jusqu'après la démocratisation, et ne commence à être effacée des manuels qu'à partir de 1997. Dans ce contexte, peu de place est laissée à la réflexion et au développement d'un esprit critique au sein de la population. Le climat de terreur qui s'évapore doucement à partir des années 70 laisse néanmoins des séquelles sur une société traumatisée par la censure. ⁴⁶ Finalement, les générations issues de ce conditionnement partagent souvent un sentiment d'identité chinoise et ont tendance à peu s'exprimer sur le débat politique.

La démocratisation grandissante ouvre néanmoins la voie à un tournant dans la conception qu'ont les habitants de Taïwan de leur propre identité. L'éducation met à présent à l'honneur des valeurs centrées sur Taïwan et célèbre sa pluri-culturalité autrefois réprimée au profit de l'uniformisation au modèle chinois. « Être taïwanais » a de plus en plus de sens pour la population à mesure que les générations se succèdent. L'arrivée au pouvoir du Minjindang pour la première fois en 2000 est un signe fort de ce basculement des mentalités. Il est bon toutefois de noter qu'être fier d'être taïwanais ne se traduit pas de la même façon pour tous les citoyens et ne va pas systématiquement de pair avec soutenir le PDP. À vrai dire, la disparité des opinions quant à ce que doit représenter Taïwan est bien le propre d'une démocratie en bonne santé.

Aujourd'hui, la jeunesse s'engage énormément pour l'avenir de son pays. Taïwanais, Chinois ou les deux : si les sondages laissaient autrefois deviner l'influence de la Chine, il apparaît maintenant clairement que l'essentiel de la population (60.8% en 2022) s'affirme comme seulement taïwanaise là où la part de personnes se considérant uniquement chinoise est minime. Il persiste une part de population, majoritairement représentée par les générations précédentes, qui partage à la fois un sentiment d'appartenance à la Chine et à Taïwan. La

⁴⁵ Courrier international, À Tokyo, Joe Biden hausse le ton à l'égard de Pékin, Courrier international, 23 mai 2022.

⁴⁶ Lepesant, T. *A quoi rêve la jeunesse taïwanaise*, Politique Internationale, 2004

nouvelle génération est plus radicale : 83% des jeunes de 18 à 29 ans s'identifient uniquement comme Taïwanais.⁴⁷

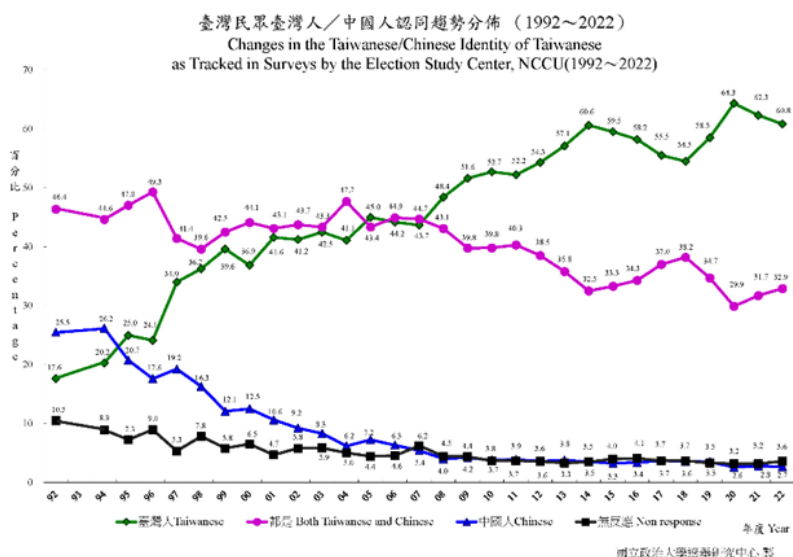


Fig. 7 - Taiwanese / Chinese Identity(1992/06~2022/12),
Election Study Center, National Chengchi University
© esc.nccu.edu.tw

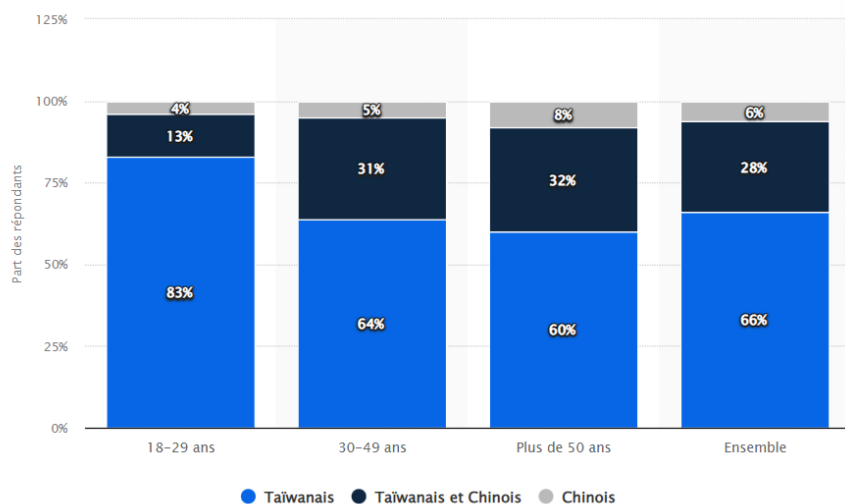


Fig. 8 - Vous considérez-vous Taïwanais, Chinois ou les deux ?, 30 novembre 2019
© Statista.com

⁴⁷ Haski, P. (Réalisateur). *Nous sommes Taiwan*. ARTE, 2022

III.3.c. Un engagement politique sur tous les fronts

L'affirmation de Taïwan dans son identité propre se manifeste en grande partie dans sa culture. Le rejet de la RPC se fait beaucoup ressentir sur les réseaux sociaux, principal terrain d'expression des jeunes. Les Millenials, personnes nées dans les années 1980 et 1990, se moquent volontiers de la Chine continentale. Des vidéos caricaturales reprennent les codes de la propagande chinoise tout en tournant le régime autoritaire au ridicule.

Sandra Ho est une productrice connue de ces satires politisées. Elle intègre à ses sketches l'avatar caricatural de Xi Jinping : Winnie l'ourson, personnage d'animation auquel on trouve des airs de ressemblance avec le président chinois, et qui ne manque pas de faire rire les Taïwanais. La caricature est si populaire que le mot "Winnie" s'est fait bannir de l'internet chinois. Dans cette dérision, les jeunes Taïwanais font passer des messages politiques forts et engagés au moyen d'outils de communication populaires. Ils ne craignent pas les repréailles et ne se privent pas de faire usage de la liberté d'expression, qui n'est pas le fort des "continentaux".⁴⁸

L'implication politique assumée de la nouvelle génération est symptomatique d'une population concernée par l'avenir de son pays et pleine de volonté d'affirmation. Le mouvement des Tournesols de 2014 est devenu un symbole de l'engagement des étudiants. Alors que le KMT souhaitait instaurer une politique de libre-échange avec la Chine, plusieurs centaines d'étudiants envahissent le parlement pour obliger le gouvernement à renoncer à ce qui est perçu comme un pas vers la réunification. Le projet est finalement abandonné et la jeunesse sort gagnante de sa démonstration de force. Cet évènement marque une nouvelle ouverture sur la question de l'identité taïwanaise, qui était évincée du débat sous l'emprise médiatique du KMT⁴⁹.

Dans une démarche autrement politico-culturelle, des artistes engagés se consacrent à rétablir la vérité sur l'histoire de la belle île. Alors que de nombreux monuments rendent encore hommage à l'ancien dictateur de Taipei, la parole continue de se libérer depuis les années 80 autour du sujet tabou de la Terreur Blanche. Le film *Untold Herstory* (2022) commémore au cinéma ce visage sombre de Taïwan qui a longtemps été tu, et ce pour la première fois dans une approche au féminin. La réalisatrice Zero Chou raconte le vécu de trois jeunes femmes déportées par le régime pour leurs idéaux inconformes, mettant à l'honneur l'esprit de résistance qui animait les opposants politiques tout en rendant aux femmes la visibilité dont elles sont souvent privées dans les récits historiques. Le cinéma est alors le support d'une forme de narration de l'histoire, objet d'un parti pris progressiste.

Finalement, le peuple taïwanais à son échelle ne manque pas d'exprimer sa vision de Taïwan ou ses revendications politiques. Là où l'État se prépare à se battre sur le terrain

⁴⁸ Haski, P. (Réalisateur), *Nous sommes Taïwan*. ARTE. 2022

⁴⁹ Stéphane Corcuff, *Le mouvement des Tournesols*, ARTE, 2016

diplomatique et militaire, les habitants de l'île défendent l'identité et l'individualité de leur territoire en nourrissant la culture taïwanaise sous plusieurs formes, du contenu cinématographique historique à l'humour dénonciateur sur les réseaux sociaux.

Conclusion

Sous la menace actuelle de la République Populaire de Chine qui plane dans l'Indopacifique, Taïwan représente une défaite pour la Chine, échec de l'unification, comme un pays millénaire dont Xi Jinping s'estime le légitime représentant. Mais sous cet aspect idéologique se cache notamment une volonté de la Chine de redevenir la puissance incontestée qu'elle a été dans le passé. Cela passe par un plus grand contrôle du détroit de Malacca et une plus forte emprise sur les pays d'Asie, d'Océanie, d'Afrique et d'Europe.

Pour les États-Unis qui semblent endosser Taïwan, le conflit ne est un combat opposant les deux plus grandes puissances mondiales, un conflit économique, géographique et idéologique, où l'opinion taïwanaise n'est finalement qu'un élément parmi tant d'autres, dans le but de permettre à Washington de prospérer.

À travers ce rapport nous avons donc tenté de faire part et de décrire la volonté de quelques 23 millions d'habitants, sur un territoire insulaire qui se retrouve au milieu d'un conflit opposant deux superpuissances. Un peuple qui se bat pour la démocratie, un peuple qui tente de survivre tant bien que mal, après un passé lourd sous une dictature sanglante. Et c'est cette identité nationale, qui prend son essor depuis la démocratisation du pays, que nous voulions afficher. Une image d'un peuple qui se retrouve sous la pression d'autres nations, et qui malgré tout rayonne par sa culture, sa démocratie, ses valeurs et finalement, sa volonté d'exister et d'être indépendant.

L'identité taïwanaise est donc en constante évolution, une identité qui rend fier d'appartenir au peuple taïwanais, et qui rend aussi courageux ceux qui décident de ne pas céder à la peur malgré la menace présente, et qui agissent afin de renforcer cette identité. À l'image d'une épée que l'on forge en frappant le fer, l'identité taïwanaise devient plus forte à chaque fois que la Chine tente d'éteindre la lueur d'espoir et de liberté brillant dans les yeux et cœur de chaque Taïwanais.

Bibliographie

Ouvrages

J. Michael Cole , *cross-strait relations since : the end of the illusion* J. Michael Cole, 2021

Kerr George H., 1997, *Formosa Betrayed*. Electronic Version, p.254-270 (1ère édition: 1965, *Formosa Betrayed*, Boston: Houghton Mifflin)

Niquet V., *La puissance chinoise en 100 questions*, Tallandier, 2021

Niquet V., *Taiwan face à la Chine « Taiwan est-t-il chinois ? »*, Tallandier, 2022

Rigger S., *Taiwan's Rising Rationalism: Generations, Politics, and "Taiwanese Nationalism"* 2006

Rigger S., *Why Taiwan matters: small island, global powerhouse*, 2011

Shapira Philip P., Appendix A3: *Taiwan's Industrial Technology Research Institute: A Cradle of Future Industries, 21st Century Manufacturing: The Role of the Manufacturing Extension Partnership Program*, The National Academies Press, 2013

Articles en ligne

Anaïs Moutot, *Pourquoi le bubble tea fait fureur en France*, 21/10/2022 Les Echos

Anonyme, *100^e année - 1978 : Chiang Ching-Kuo accède à la présidence*, Taiwan Info, 6 avril 2011, consulté le 27 avril 2023

Anonyme, *Histoire des semi-conducteurs à Taïwan*, Zeste de Savoir, 18 août 2022

Anonyme, *La révolution de 1911, consécration de Sun Yat-Sen*, Chine Magazine, 21 février 2018, consulté le 24 avril 2023

Bolton John et Zitelman Derik R., *Why Taiwan Matters to the United States*, The Diplomat, 23 août 2021, consulté le 3 mai 2023

Brenna Daldorph, *La "révolte des tournesols", un combat pour la transparence à Taïwan*, France 24, 25 mars 2014

Brice Pedroletti, *Taiwan légalise le mariage homosexuel, une première en Asie*, Le Monde, 18 août 2019

Christophe et Haixia, *Pourquoi la dynastie Qing, dernière dynastie chinoise, n'a pas survécu ?*, Chine365, s.d. , article consulté le 24 avril 2023

Colby Elbridge A., *Why Protecting Taiwan Really Matters to the U.S.*, Time Magazine, 11 octobre 2022, consulté le 3 mai 2023

Courrier international, *À Tokyo, Joe Biden hausse le ton à l'égard de Pékin*, Courrier international, 23 mai 2022.

Courrier international, *Taiwan va donner de l'argent aux touristes pour les inciter à venir sur l'île*, Courrier International, 4 mars 2023

De Laubier Charles, *Taiwan, berceau de l'industrie des semi-conducteurs*, Le Monde, 4 décembre 2017, consulté le 11 mai 2023

Émilie Frenkiel, *Hacker la démocratie taiwanaise : Audrey Tang et la réinvention de la politique*, Participations 2017/1 (N° 17), pages 121 à 153, Cairn.info

Frédéric Lemaître, *Taiwan souhaite un engagement accru de l'Union européenne*, Le Monde, 25 avril 2023

Guillaume Descours, *La «Chine unique», un principe ancien et internationalement reconnu*, Le Figaro, 12 décembre 2016

Hengjun Yang, *Chiang Ching-kuo, China's Democratic Pioneer*, The Diplomat, 10 Décembre 2014, consulté le 14 mai 2023

Hsiang-ting Lee, *1976 Building the Future: Ten Major Construction Projects*, Taiwan Panorama, décembre 2015, consulté le 28 Avril 2023

IFES Election Guide, Country Profile: Taiwan

Jean-Paul Burdy, *« Etat reconnu » ou « diplomatie semi-officielle » ? Il ne reste plus que 13 pays à reconnaître diplomatiquement Taiwan*, Les Mots de Taiwan, 5 janvier 2023

Le Monde, AFP, *Pékin exige que Washington renonce à une nouvelle vente d'armes à Taiwan*, Le Monde, 3 septembre 2022.

Le Monde, AFP, *Taiwan augmente la durée de son service militaire obligatoire en réponse aux démonstrations de force de la Chine*, Le Monde, 27 décembre 2022

Lepesant Tanguy, *A quoi rêve la jeunesse taiwanaise*, Politique Internationale, 2004, consulté le 25 mai 2023

Les Echos, *États-Unis: des exportations record de produits agricoles en 2021*, Les Echos, 9 février 2022, consulté le 12 mai 2023

Luc, *Yen Chia-Kan : Le président oublié*, Inside Taiwan, 31 décembre 2022, consulté le 27 avril 2023

Malte Philipp Kaeding, *GOLD, Thomas, et Sebastian VEG (éds.). 2020. Sunflowers and Umbrellas: Social Movements, Expressive Practices, and Political Culture in Taiwan and Hong Kong. Berkeley : University of California Press.*, Perspectives chinoises [En ligne], mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 01 juin 2023.

Pluyette Cyrille, *Chine: 40 ans de changements économiques en 5 dates clés*, Le Figaro, 18 décembre 2018, consulté le 20 mai 2023

Quang Pham, *La France reconnaît-elle que Taïwan fait partie de la République populaire de Chine, comme l'affirme Jean-Luc Mélenchon ?*, France Info, 11 août 2022.

Reuters, AFP, Le Monde, *La présidente de Taïwan affirme que l'île ne cédera pas aux pressions de la Chine*, Le Monde, 10 octobre 2021

Semiconductor Industry Association, *Semiconductors are the Brains of Modern Electronics*

Taiwan Info, *En 2019, Taïwan a accueilli un nombre record de visiteurs européens*, nat.gov.tw, 30 mars 2019

Taiwan Info, *Taïwan, 6ème du classement mondial en matière de transparence de la Défense*, nat.gov.tw, 19 novembre 2021

Tiezzi Shannon, *How Eisenhower Saved Taiwan*, The Diplomat, 29 juillet 2015, consulté le 27 avril 2023

Tzu-Kuang Hsu, Yi-Fan Tsai, Herg-Huey Wu, *The preference analysis for tourist choice of destination: A case study of Taiwan*, ScienceDirect, 2 avril 2009

Valérie Crova et Gilles Gallinaro, *Témoignage : "Je n'ai pas appris à charger ma mitraillette" : à Taïwan, les réservistes ne sont pas préparés à une guerre avec la Chine*, Franceinfo, 11 avril 2023

Analyses et recherches stratégiques

Haenle Paul et Bresnick Sam, *Why U.S.-China Relations Are Locked in a Stalemate*, Carnegie Endowment for International Peace, 21 février 2022, consulté le 21 mai 2023

Hautecouverture Benjamin, *En attendant la « dissuasion intégrée » américaine*, Fondation pour la Recherche Stratégique, septembre 2022, consulté le 21 mai 2023

Munier Marco, *L'actualisation de la planification stratégique des États-Unis*, Réseau d'analyse stratégique, 12 octobre 2021, consulté le 20 mai 2023

Rapports et documents d'État

La Maison-Blanche, *La stratégie indopacifique des États-Unis*, 11 février 2022, consulté le 30 avril 2023

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, *États-Unis*, 3 janvier 2023, consulté le 12 mai 2023

The White House, *Indo-Pacific Strategy of the United States*, février 2022, consulté le 21 mai 2023

The White House, *Quad Leader's Joint Statement: "The Spirit of the Quad"*, 12 mars 2021, consulté le 22 mai 2023

U.S. Department of Agriculture, *2022 Was Another Record Year for U.S. Farm Exports*, 10 février 2023, consulté le 12 mai 2023

Documentaires et reportages

Corcuff, S. *Le mouvement des Tournesols*, ARTE, 2016

Haski, P. (Réalisateur). *Nous sommes Taïwan*. ARTE. 2022

Loussouarn, A. *Taïwan : l'écho ukrainien*. ARTE. 2022

Mesquida, S. *Hong Kong : la dernière bataille*, ARTE, 2020

Müller, M. (Réalisateur). *Taïwan, la peur de l'invasion*. ARTE. 2022

Encyclopédies en ligne

Britannica, T. Editors of Encyclopaedia (2023, May 17). *Nationalist Party*. Encyclopedia Britannica.

Universalis, *TAÏWAN [T'AI-WAN], Les prémices de la démocratisation*, Encyclopædia Universalis. Universalis.

Bases de données

La Banque Mondiale, *PIB (\$ US courants) - China*

